

LA LIBERTÉ

88 ¢ + taxes

Vol. 83 n°19 Saint-Boniface, du 23 au 29 août 1996 Tél.: 237-4823 1-800-523-3355

ASSURANCES **autopac**
D'ESCHAMBAULT
 136, BOULEVARD PROVENCHER • Tél.: 237-4816
PAUL D'ESCHAMBAULT
 Heures de bureau: Lundi au mercredi de 8 h à 18 h
 Jeudi de 8 h à 20 h
 Vendredi de 9 h à 17 h

À votre service...
 Roland Gagné, gérant
 Yvon Tetreault A. Desharnais, SNJM
 Claude Lavack Mona Berard
 Joanne Morin
 357, rue DesMeurons
 St-Boniface, Manitoba R2H 2N6
 (204) 233-4949 • 1-800-665-0488

SALON MORTUAIRE
DESJARDINS
 ARBORCARE



photo: Anie Cloutier

L'étoffe d'une artiste

Issue d'une longue lignée de couturières, Hélène Asselin poursuit la tradition familiale à sa façon. Cette année, elle exposait ses poupées de chiffons et de bois au pavillon canadien-français de Folklorama. Voir en page 9.

Citation de la semaine

«On est pas mal sûr qu'on n'a rien sauvé!»

Rénald Massicotte se réjouit de la fin de la grève des employés de soutien mais s'inquiète des conséquences financières du conflit de travail. A lire en page 7.

Dernière heure

Après une rencontre avec tous les intervenants

Linda McIntosh refuse d'aider les parents de Laurier

La ministre de l'Éducation, Linda McIntosh, a indiqué le 21 août qu'elle n'allait pas venir en aide aux parents de Laurier, qui comptaient sur son intervention pour pouvoir réintégrer l'école de leur village à temps pour la rentrée scolaire.

Linda McIntosh, accompagnée du sous-ministre John Carlyle, a rencontré le 20 août des représentants de la Division scolaire de Turtle River (DSTR), de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), et des parents adhérant aux programmes des deux divisions scolaires. Cette rencontre qui a duré près de trois heures s'est terminée sans qu'une entente intervienne entre les parties, la ministre ayant dû quitter pour se rendre à un autre rendez-vous.

Le lendemain, le sous-ministre John Carlyle a contacté le directeur général de la DSFM, Georges Druwé, pour l'informer que la ministre avait choisi de ne pas intervenir dans ce dossier.

«Je ne peux pas le croire!» lance le président de la DSFM, Aurèle Boisvert. Extrêmement déçu par le résultat de cette rencontre qu'il avait lui-même demandée, Aurèle Boisvert était convaincu que si on réunissait tous les intervenants sous l'autorité de la ministre, une solution allait être adoptée. «Mais elle a agi davantage comme une médiatrice que comme une ministre, lance-t-il. Elle dit qu'il faut respecter l'autonomie locale, mais que fait-elle de notre autonomie à nous?»

Les parents de Laurier qui adhèrent à Turtle River ont indiqué leur peur de perdre leur école si la DSFM y partageait des locaux. La moitié de leurs 58 élèves, ont-ils dit, préféreraient fréquenter l'école

de Sainte-Rose. «Les gens de Turtle River se montrent intranquillisés avec une telle affirmation, croit Aurèle Boisvert. Je ne comprends pas cette logique mais la ministre a semblé la comprendre.»

Depuis qu'ils ont choisi d'adhérer à la DSFM l'an dernier, les parents d'une quarantaine d'élèves de Laurier ont vu leurs enfants aller à l'école au centre communautaire du village, où l'équipement et le mobilier devaient être installés chaque matin. Ils ne veulent pas revivre cette expérience et à la veille de la rentrée scolaire, réitérent leur refus de fréquenter à nouveau le centre communautaire.

Le président des parents adhérant à la DSTR, Bernard Plessis, explique n'avoir pour sa part plus rien à discuter. «Notre position, c'est que si ces parents veulent rentrer à l'école, on est prêt à les accueillir dans le programme géré par Turtle River. Sinon, on leur offre l'école de Kelwood. Et s'ils veulent des locaux pour la DSFM dans le village, c'est leur problème, pas le nôtre.» Il y a déjà eu «trop de politique» autour de cette question, croit-il, et si la DSFM entre dans l'école, «la politique va continuer».

«Ils ont dit que notre programme n'était pas bon. Rien n'est assez bon pour eux autres. Ils ont fait assez de chialage. Nous on dit: c'est assez.»

Bernard Plessis précise que la majorité des élèves fréquentant le programme 75-25 de la Division Turtle River parlent anglais à la maison, y compris ceux qui ont un parent francophone; c'est le cas de ses deux enfants. «Les élèves qui parlent français à la maison sont ceux qui ont adhéré à la DSFM», note-t-il. À son avis cependant, les

programmes français offerts par les deux divisions scolaires sont semblables. «On utilise les mêmes manuels scolaires, alors quelle est la différence?»

De son côté, le président des parents adhérant à la DSFM, René Saquet, ne cache pas qu'il espérait que la rencontre avec Linda McIntosh allait permettre de trouver une solution au problème. «On espère maintenant que les élus de la DSFM vont poursuivre leurs pressions politiques. De notre côté, on prévoit une rencontre des parents. Mais il n'est pas question qu'on retourne au centre communautaire ou que nos enfants se rendent à Kelwood. On veut une bâtisse dans notre village.»

«Je ne comprends pas que la ministre se soit déplacée jusqu'à Portage-la-Prairie en ayant le pouvoir de faire quelque chose, et que finalement elle n'ait rien fait», s'exclame Aurèle Boisvert, forcé de conclure qu'il «ne reste pas beaucoup d'options» à la division scolaire.

La DSFM, dit-il, entrera en contact avec la Fédération provinciale des comités de parents et la Société franco-manitobaine. «C'est évident qu'il y a là une question politique, dit-il, mais une ministre de l'Éducation devrait avoir à cœur la situation de tous les élèves, quels qu'ils soient. Il y a de l'espace dans l'école de Laurier, elle le sait, elle l'a dit. Ça me dépasse qu'on joue ce jeu politique au détriment des enfants de notre province.»

Sylviane LANTHIER

Lire également un bilan de la situation à Saint-Claude à la page 3.

DÈS LE 26 AOÛT

NOUVELLE SAISON,
PLUS DE PROGRAMMATION LOCALE
À CKSB

PLUS LONGTEMPS, PLUS SOUVENT À VOTRE SERVICE!



Radio-Canada
CKSB Manitoba

LE TÉMOIGNAGE DU GÉNÉRAL BOYLE

MOI, J'AI TOUT FAIT POUR FAIRE LA LUMIÈRE SUR L'AFFAIRE SOMALIENNE!



MICHEL LAVERGNE
© AFF-206

Du français chez Zellers à Saint-Boniface?

La SFM saute dans le train de l'affichage bilingue

Zellers, Radio Shack et d'autres chaînes afficheront-elles en français à Saint-Boniface dans un avenir rapproché? C'est en tout cas ce que souhaite obtenir la Société franco-manitobaine (SFM), qui fait maintenant campagne pour que ces entreprises commerciales respectent la langue d'une bonne partie de leur clientèle.

Ces entreprises nationales ont récemment accepté d'afficher en anglais et en français dans leurs magasins québécois, à la suite de pressions d'un mouvement d'anglophones qui menaçait de les boycotter. Au Québec, l'événement a réanimé le débat sur la langue d'affichage. Ailleurs au Canada, il a fait boule de neige et amené les francophones à exiger que ces magasins, qui affichent maintenant dans les deux langues au Québec, fassent de même ailleurs au pays.

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) a été la première à saisir l'occasion, en exigeant de ces entreprises qu'elles affichent dans les deux langues officielles dans leurs succursales d'Ottawa.

Au Manitoba, la Société franco-manitobaine (SFM) demande aussi à Zellers, Canadian Tire et aux autres commerces situés autour de Saint-Boniface de reconnaître et respecter la présence de con-

sommateurs francophones en leur offrant des services dans leur langue. «Il y a 25 % de francophones dans Saint-Boniface», rappelle Patricia Courcelles.

Dans une lettre envoyée au siège social de ces entreprises (1), la SFM «fait valoir le profil de la communauté et de la région, et demande que le service à la clientèle soit bilingue. On leur explique que déjà, certains commerces font cet effort. Par exemple, aux deux Safeways de Saint-Boniface et au Shopper's Drug Mart, les employés bilingues portent un macaron indiquant qu'ils peuvent servir la clientèle en français. En leur faisant comprendre qu'ils ne sont pas les premiers, on leur montre aussi qu'ils ne se feront pas crucifier sur la place publique parce qu'il y aura du français dans leurs magasins.»

Agissant sur le principe du «qui ne demande rien n'a rien», la SFM profite du mouvement créé par la FCFA, qui a déjà contacté ces entreprises. «La FCFA leur demande de réagir dans les deux semaines; nous leur donnons un mois pour nous répondre», indique Patricia Courcelles, qui précise qu'il n'est pas question de faire de menaces de boycott.

«Parfois, on s'attend à ce qu'il y ait de la résistance de certains groupes et quand on leur parle, il n'y en a pas. On a eu cette expé-

rience quand on a contacté les câblodistributeurs au moment de l'arrivée de RDI. Les gens étaient ouverts et le Manitoba a eu RDI dans plus de régions et plus rapidement que les francophones des Maritimes!»

Reste que le débat sur l'affichage n'a pas les mêmes effets ni le même sens au Québec. «C'est vrai, acquiesce Patricia Courcelles, leur réalité n'est pas la nôtre. Mais le principe de la dualité linguistique doit être le même partout. Sans vouloir nous ingérer dans le débat québécois, on dit que là où il y a suffisamment de francophones, les entreprises devraient elles aussi respecter leur présence et que ce devrait être normal de le faire.»

La SFM, qui depuis plusieurs années multiplie ses contacts et ses alliances au Québec, s'est aussi assurée que «le message ne serait pas perçu comme extrémiste» dans la Belle Province. «On a un mandat de normaliser la vie française au Manitoba», rappelle Patricia Courcelles, et pour nous, ces mesures sont un point de départ dans un nouveau secteur, celui des entreprises commerciales.»

Sylviane LANTHIER

(1) Il s'agit de Peoples Jewellers, Radio Shack, Black's Photography, Banque Toronto Dominion, Blockbuster Video, Zellers, Banque Scotia, Tip Top, Canadian Tire, Rogers Video et Pharma Plus.

Le village électronique francophone

Ce «village», originaire de l'Ontario, existe depuis plusieurs années. Il demeure un des phares importants de la francophonie canadienne (surtout hors Québec): c'est un pionnier de la présence francophone dans le monde des communications informatiques au Canada. Les options qu'il offre, nombreuses et souvent interactives, sont: Agence touristique, bibliothèque, boîte outils, bureau de poste, bureau d'information, calendrier d'activités, centre artistique FCCF, centre communautaire, coin des médias, collèges, universités et écoles, entreprises, jeux de la francophonie, maison des jeunes, mairies, promenade sur l'autoroute. On trouve le Village électronique francophone à l'adresse suivante: <http://www.village.ca/>

Ayez accès à l'Internet avec Solutions Internet Inc. 982-1060. Demandez Grégory Luneau.

LA LIBERTÉ

ISSN 0845-0455

Journal hebdomadaire
publié le vendredi
par Presse-Ouest Limitée

Directeur: Jean-François LACERTE
Rédactrice en chef: Sylviane LANTHIER
Journalistes: Anie CLOUTIER et Lucie-Madeleine DELISLE
Publicitaire: Jean-François LACERTE
Caricaturiste: Cayouche (Réal BÉRARD)
Bicolor: Sylviane LANTHIER, Véronique TOGNERI et Roxanne BOUCHARD
Infographiste: Véronique TOGNERI (en congé), Karine BEAUDETTE
Secrétaire-comptable: Roxanne BOUCHARD
Développement de photos: Hubert PANTEL
Heures du bureau: 9 h à 17 h du lundi au vendredi.

Toute correspondance doit être adressée à La Liberté, Case postale 190, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4. Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable.

Les bureaux sont situés au 383, boulevard Provencher. Téléphone: (204) 237-4823. Sans frais: 1-800-523-3355. Télécopieur: (204) 231-1998. L'heure de tombée pour les annonces est le lundi à midi. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mercredi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'adresse Internet: <http://www.presse-ouest.mb.ca>
Courrier électronique: la_liberte@presse-ouest.mb.ca

L'abonnement annuel:

Manitoba: 28,50 \$ (TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada: 32,10 \$ (TPS incluse)
États-Unis et outre-mer: 70 \$

Les abonnés.e.s manitobain.e.s qui passeront une partie de l'année aux États-Unis devront payer un supplément de 5 \$ au moment du changement d'adresse.

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de Derksen Printers à Steinbach. Enregistré comme courrier de deuxième classe. No 0477.



Prix de l'excellence
générale 1994



Représentation nationale:
1-800-20PSCOM
(613) 241-5700



Fondation
Donatien Frémont



HORAIRE DES COURS DU DEUXIEME CYCLE EN ÉDUCATION 1996-1997

COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

LE DEUXIÈME SEMESTRE (de janvier à avril 1997)

No de cours		Nom du cours	Cré.	Local	Temps
116.710	*	L'analyse des organisations scolaires R. Benoît	3	1147	lundi 16 h 40 à 19 h 30
43.701	***	Théories de counselling (la suite) G. Beaudry	6	2014	lundi 16 h 40 à 19 h 30
43.527	***	La médiation des conflits en counselling -- L01 G. Beaudry	3	2014	mardi 16 h 40 à 19 h 30
43.709		Méthodes de recherche en éducation R. Théberge	3	2162	mardi 16 h 40 à 19 h 30
43.508	**	Psychologie sociale de l'éducation H. Duchesne	3	2121	mercredi 19 h à 22 h
116.502	*	Principes d'élaboration de curriculum L. Asper	3	2162	mercredi 16 h 40 à 19 h 30
43.505	**	Analyse et administration des tests H. Duchesne	3	3005	jeudi 16 h 40 à 19 h 30
43.527	**	La pensée critique, la pensée créative -- L02 R. LeBlanc	3	---	4 fins de semaine (à déterminer)
43.545	***	Développement de carrière Réginald Savard	3	---	4 fins de semaine (à déterminer)

Les cours du niveau 700 sont réservés aux étudiants de la maîtrise.

- * Ce cours compte pour l'obtention d'un brevet de directrice/directeur.
- ** Ce cours peut compter pour l'obtention d'un brevet en éducation spéciale.
- *** Ce cours compte pour le counselling.

Afin de suivre des cours au niveau du Certificat postbaccalauréat, il faut être ADMIS AU PROGRAMME. Pour l'hiver 1997, la DEMANDE D'ADMISSION DOIT ÊTRE FAITE AVANT LE 1^{er} DÉCEMBRE 1996.

Afin de suivre des cours au niveau du deuxième cycle, il faut être ADMIS AU PROGRAMME. Pour l'hiver 1997, la DEMANDE D'ADMISSION DOIT ÊTRE FAITE AVANT LE 30 NOVEMBRE 1996.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au bureau du deuxième cycle de la Faculté d'éducation.

N.B. LE COLLÈGE SE RÉSERVE LE DROIT D'ANNULER L'UN OU L'AUTRE DE CES COURS SI LE NOMBRE D'INSCRIPTIONS EST INSUFFISANT.



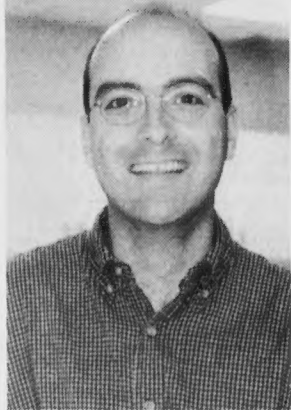
200, AVENUE DE LA CATHÉDRALE
SAINT-BONIFACE (MANITOBA) R2H 0H7
(204) 233-0210

Gens d'ici

La grande rentrée du registraire

Quand Christian Delaquis entre au Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB), chaque matin de la semaine, c'est probablement comme s'il rentrait à la maison. Lui qui a complété ses études universitaires au CUSB et qui y travaille depuis 1991 a passé plus de temps entre ces murs que n'importe où ailleurs! Mais n'allez pas croire que la vénérable institution n'a rien de nouveau à lui offrir, puisque le chargé des services de liaison depuis quatre ans occupe maintenant de nouvelles fonctions: celles de registraire.

En poste depuis le mois de juillet, Christian Delaquis est maintenant en charge de tout ce qui concerne les dossiers des étudiants, les procédures d'admission et d'inscriptions aux cours, les horaires des examens et la remise des diplômes. C'est un vaste territoire à occuper, mais c'est aussi une suite logique à son travail précédent, d'autant plus qu'il demeure responsable des activités de recrutement.



Christian Delaquis.

«Auparavant, dit-il, j'étais sur la route la moitié du temps» à visiter les écoles et rencontrer les finissants du secondaire pour leur vanter les mérites et les programmes du CUSB. Un travail qui l'amène de plus en plus loin: «On a commencé à faire plus de recrutement dans l'Ouest et au Québec», note-t-il. Christian Delaquis avait maintenant envie de rester en place et la perspective des tâches plus administratives qui incombent au registraire lui souriait.

Le prochain agent de recrutement, qui sera embauché sous peu, travaillera sous sa direction. «Après avoir amené les étudiants ici, je vais m'assurer qu'ils y soient heureux!», lance Christian Delaquis. «Entre le recrutement et le registraire, le lien est en effet logique et il sera maintenant plus étroit. Je vais m'assurer, par exemple, que l'agent connaît quels nouveaux cours sont offerts. Je vais déterminer les stratégies et les grandes orientations.»

Toutes les universités ont connu des diminutions de leur clientèle ces dernières années. Dans cette perspective, les efforts de recrutement deviennent, partout, plus sérieux. «Le CUSB n'échappe pas à cette règle», note le registraire.

S. L.

La rentrée à la DSFM

Ça se fera sans Saint-Claude

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) compte accueillir 4 444 élèves pour sa troisième année d'existence, ce qui représente une augmentation des effectifs d'au moins 2 % par rapport à l'an dernier. Et si dans la majorité des écoles, la rentrée scolaire se fera sans accroc, les parents de Saint-Claude et de Laurier (voir le texte à la une) seront encore une fois les enfants pauvres de la gestion scolaire.

Pour une deuxième fois cet été, les parents de Saint-Claude qui demandent à la DSFM d'établir un programme français dans leur village se sont vus opposer un refus de la part d'une majorité de commissaires, lors d'une rencontre spéciale tenue le 13 août.

Lors de cette rencontre, les commissaires ont discuté de la possibilité de modifier le plan de redressement de la DSFM pour financer un programme à Saint-Claude à même leurs revenus actuels. Ils ont cependant reporté leur décision, en renvoyant la proposition au comité des finances et au comité de la planification et des communications. À toutes fins pratiques, cette mesure a mis fin aux espoirs des parents d'obtenir un programme pour l'année scolaire qui commence.

«Les gens de Saint-Claude, qui étaient présents à cette rencontre avec leurs enfants, étaient complètement déboulinés, reconnaît le président de la DSFM, Aurèle Boisvert. Pour eux, la question qui se pose, c'est: d'ici à ce que ce programme existe, qu'est-ce qu'on fait pour nos enfants?»

À la fin de juin déjà, les commissaires avaient refusé d'établir un programme à Saint-Claude avant que le gouvernement n'indique qu'il allait le financer. Le 22 juillet, le sous-ministre de l'Éducation, John Carlyle, a rencontré Aurèle

Boisvert et Georges Druwé à ce sujet.

«Il était clair qu'il ne voulait pas donner plus d'argent à la DSFM pour un programme à Saint-Claude, relate Aurèle Boisvert. Nous lui avons rappelé les obligations de la province. Il nous a dit que le gouvernement pense avoir répondu aux exigences de la cour suprême parce qu'un programme français est offert à Lourdes et que déjà deux autobus vont en direction de Lourdes.» Cependant, poursuit le président, le sous-ministre ne s'est pas opposé à ce que la DSFM modifie son plan de redressement pour favoriser la création de ce programme.

Mais si les commissaires sont tous favorables à l'établissement d'un programme à Saint-Claude, ils maintiennent pour leur part que «c'est au gouvernement de nous financer davantage pour l'établissement de ces programmes».

«Au fond, pense Aurèle Boisvert, le problème de Saint-Claude est celui de deux divisions scolaires qui ne sont pas capables de négocier.» Depuis deux ans, croit-il, la loi qui a créé la Division scolaire a révélé une lacune majeure: elle ne donne pas suffisamment d'indications sur le processus à suivre quand la DSFM et une division cédante n'arrivent pas à



Aurèle Boisvert: il faut apprendre à négocier des solutions qui rencontrent les intérêts des deux parties.

s'entendre pour le partage d'une école. C'est ce qui est arrivé à Saint-Claude et à Laurier.

«Mettre un programme sur pied quand on peut partager les locaux et les ressources de l'école en place, ça ne cause aucun problème», dit-il en citant le cas de Saint-Laurent. Une récente entente avec la Division Seine sur le transport d'élèves de la Seine vers La Broquerie, démontre aussi que des divisions scolaires peuvent trouver des solutions qui répondent aux intérêts de chacune, et qui permettent de réaliser des économies importantes.

Lors de leur rencontre avec le ministre de l'Éducation en juin dernier, les représentants de la DSFM ont d'ailleurs abordé cette question. «On nous a dit que le ministre travaillerait à établir un processus pour régler ces conflits», mentionne Aurèle Boisvert.

Mais les récents événements dans le cas de Laurier sèment le doute sur la volonté réelle du ministère de l'Éducation de donner à la DSFM des outils qui l'aideraient à négocier avec des divisions cédantes. En refusant de prendre partie dans le dossier de Laurier, la ministre de l'Éducation lance aux autres divisions scolaires un message qui risque de nuire à la DSFM dans l'avenir.

Pour Aurèle Boisvert, il est clair que ce problème dépasse maintenant la seule DSFM pour devenir celui d'autres instances politiques de la communauté.

Sylviane LANTHIER

Financement du CUSB: une situation précaire

«On essaye de garder les programmes qu'on a»

Le recteur du Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB), Paul Ruest, doit rencontrer prochainement les représentants de la Province pour discuter des problèmes de financement de l'École technique et professionnelle (ÉTP) et du CUSB.

On se souvient qu'au printemps 1996, le CUSB et l'ÉTP avaient évité de justesse une crise financière. «Le gouvernement fédéral a décidé de réduire l'aide financière accordée aux programmes d'éducation de langue officielle.» Le gouvernement du Manitoba avait alors voulu refiler cette réduction au CUSB et à l'ÉTP, ce qui aurait entraîné une sérieuse réduction des programmes offerts au premier et la fermeture pure et simple du second.

Devant les protestations des

deux institutions et des membres de la communauté franco-manitobaine, le financement du 1er avril 1996 au 31 mars 1997 a été rétabli dans le cas de l'ÉTP et réduit de 2% pour le secteur universitaire.

«On fonctionne quand même avec une situation financière serrée, mais ce n'est rien à côté de ce que ça aurait été si le gouvernement du Manitoba n'était pas revenu sur sa décision», continue Paul Ruest.

Selon le recteur, «il y a certainement une volonté politique d'en arriver à une entente dans le dossier, mais il est trop tôt pour en connaître l'issue.» Le recteur rappelle que le CUSB ne reçoit pas une part de financement proportionnelle à la population francophone. «Ce n'est pas assez. Nous avons peut-être une plus petite

population étudiante, mais elle a des besoins de formation variés.»

Par ailleurs, le CUSB enregistre, tout comme les universités anglophones, une baisse de fréquentation au profit des collèges communautaires. Paul Ruest indique que le CUSB a connu une forte augmentation de sa clientèle entre les années 1980 et 1993, a plafonné «et depuis deux ou trois ans, nous subissons une baisse du nombre d'inscriptions. Malgré cela, le taux des diplômés du CUSB qui se trouvent un emploi est quand même deux fois meilleur que dans d'autres universités, ce qui est encore bon», indique le recteur.

Comme l'ensemble des collèges communautaires, l'ÉTP s'attend à une augmentation de ses inscriptions cette année. «On ne sait pas encore le nombre exact, souligne Raymonde Gagné, parce qu'il y a beaucoup d'inscriptions de dernière minute. Mais les demandes d'admission ont augmenté.»

La directrice explique cette hausse par une campagne publicitaire lancée après la crise du printemps. Elle ajoute que la nouvelle Bourse 2000, offerte à tous les étudiants ayant une moyenne supérieure à 80 %, est aussi un facteur favorisant l'augmentation du nombre d'étudiants à l'ÉTP.

Anie CLOUTIER



Marc Dureault, B.A., M.B.A.

«CORPORATE BONDS»

ALGOMA STEEL	12.22% (U.S.)
TEMBEC	10.74% (U.S.)
ROGERS COMM.	10.21%
AVENOR	9.47%
DOMTAR	9.26%

Taux peuvent changer

• Chronique de la bourse à 17:25 à CKSB (8:30 le samedi)

(204) 934-5804
1-800-463-9775

RICHARDSON GREENSHIELDS

Membre du FCPE

233-3889



Heures d'ouverture:
du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.
Fermé le samedi.

Marie
Avanthay
Gérante

130, boulevard Provencher
Winnipeg (Manitoba) R2H 0G3
**EXAMEN DE LA VUE, LUNETTES
ET VERRES DE CONTACT**

Dr O. Theriault Dr J. Garand
optométristes

NOTE DE L'ÉDITEUR

Avis aux aînés...

Les membres d'un club affilié à la Fédération des aînés franco-manitobains (FAFM) ont tous entendu parler de l'entente entre la FAFM et La Liberté. Nous demandons aux personnes concernées de lire attentivement cet avis.

Cette coopération se résume essentiellement ainsi:

- Le bulletin L'écho des aînés ne paraîtra plus: il sera remplacé par une page d'information publiée une fois par mois dans La Liberté.
- Avec une preuve qu'elle est membre d'un club affilié à la FAFM, toute personne qui s'abonne ou qui renouvelle son abonnement à La Liberté a droit à un rabais de 5 \$ sur le prix de son abonnement (le prix passe de 28,50 \$ à 23,50 \$ par année, taxes incluses).
- Seuls les abonnements d'un an sont éligibles au rabais de 5 \$.
- Cette entente entre en vigueur au mois d'octobre 1996, et pas avant.

Il est important de bien retenir ce dernier point, surtout pour ceux et celles qui sont déjà abonnés à La Liberté.

En effet, certains aînés dont l'abonnement doit être renouvelé cet été exigent dès maintenant le rabais de 5 \$. Mais comme l'entente n'est pas encore en vigueur, les aînés qui doivent renouveler leur abonnement en juillet (07/96), août (08/96) ou septembre (09/96) doivent payer le tarif régulier de 28,50 \$ (les dates d'échéance se trouvent dans le coin droit, au bas de l'étiquette où figure le nom des abonnés sur le journal).

Tous les aînés éligibles déjà abonnés à La Liberté auront droit au rabais de 5 \$: toutefois, ils doivent attendre leur tour! Ceux qui renouvellent leur abonnement au cours de l'été auront droit au rabais l'été prochain.

Il ne sert à rien, par exemple, d'attendre au mois d'octobre pour payer un abonnement tombé à échéance avant cette date: si l'abonnement était renouvelable avant octobre 96, il devra être payé au prix régulier, même s'il est renouvelé (en retard) en octobre. Le rabais de 5 \$ viendra lors du prochain renouvellement, c'est garanti!

...et à nos lecteurs

Nos lecteurs connaissent Le Journal des jeunes, qui était encarté dans La Liberté à chaque deux semaines depuis sont tout premier numéro, il y a maintenant sept ans.

Cette collaboration entre les deux publications est maintenant terminée. Nos abonnés ne trouveront plus Le Journal des jeunes dans nos pages. Non pas que nous ne le voulions plus, au contraire! Malheureusement, la Société canadienne des postes a changé ses règlements en mai dernier, et les nouvelles règles auraient fait doubler le coût de distribution de La Liberté les semaines où le Journal des jeunes est encarté.

Ni Le Journal des jeunes, ni La Liberté ne pouvaient absorber ces coûts supplémentaires. C'est donc pour cette raison, et à notre grand regret, que nous avons annulé cette entente.

J'invite les lecteurs qui auraient des plaintes à formuler contre cette décision de la Société canadienne des postes (ou contre les retards dans la distribution de La Liberté) à appeler sans frais le numéro 1-800-267-1177 et donner leur opinion.

Pour remplacer le Journal des jeunes, nous préparons une section jeunesse de quatre pages, qui débutera en janvier 1997.

Le directeur,
Jean-François LACERTE

À vendre:

Plus de deux douzaines d'automobiles,
toutes sous garantie du manufacturier.

- Pontiac Sun Fire
- Dodge Neon
- Camion 1/2 tonne
- Ford Taurus familiale
- Grand Am
- Autres modèles américains

STOP Ces voitures peuvent être louées ou vendues.

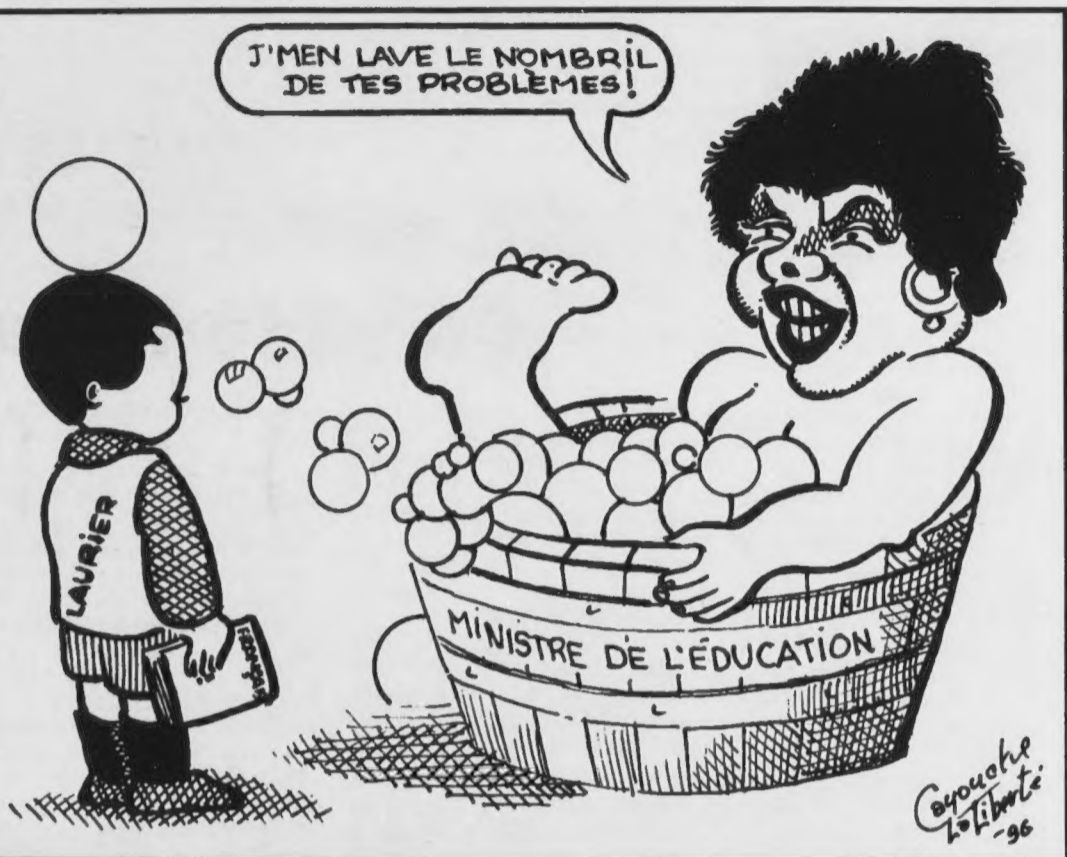
STOP Elles ont toutes moins de 35 000 kilomètres.



Roland Bolsvert
(204) 254-4702



Andy Dubois
(204) 784-6622



Lettres

Madame la rédactrice,
Objet: article d'Anie Cloutier intitulé «Maurice Prince retourne au front», qui a paru à la page 7 de La Liberté du 9 au 15 août 1996.

«Fausses sceptiques» — certes il s'agit de «fosses septiques». Coquille? Erreur

orthographique? Distraction? Ce n'est pas grave, mais plutôt amusant!

Françoise Carignan
Saint-Boniface
Le 16 août 1996

Au sujet de ces «fausses sceptiques» découvertes par Anie Cloutier (La Liberté du 9 au 15 août, page 7): pour les préserver, il faudrait vite les enfouir dans une fosse aseptisée.

Raymond-M. Hébert
Saint-Boniface
Le 19 août 1996



HORAIRE DES COURS DU DEUXIEME CYCLE EN ÉDUCATION 1996-1997

COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

LE PREMIER SEMESTRE (de septembre à décembre 1996)

N° de cours		Nom du cours	Cré.	Local	Temps
116.704	*	Aspects juridiques en éducation R. Benoit	3	1147	lundi 16 h 40 à 19 h 30
43.701	***	Théories de counselling G. Beaudry	6	2014	lundi 16 h 40 à 19 h 30
43.509	***	Le counselling G. Beaudry	3	2014	mardi 16 h 40 à 19 h 30
116.531		L'éducation interculturelle R. Thérberge	3	2162	mardi 16 h 40 à 19 h 30
116.507	*	Le comportement organisationnel en éducation L. LeTourneau	3	2121	mercredi 19 h à 22 h
43.717	*** **	Techniques d'entrevue H. Duchesne	3	2019	jeudi 16 h 40 à 19 h 30
63.576		La communication: les médias et la société P. Bélanger	3	2014	13-14 sept. 18-19 oct. 15-16 nov. 6-7 déc.
81.525	**	Ateliers en mathématiques G. Boulet	3	2014	20-21 sept. 25-26 oct. 22-23 nov. 13-14 déc.

Les cours du niveau 700 sont réservés aux étudiants de la maîtrise.

- * Ce cours compte pour l'obtention d'un brevet de directrice/directeur.
- ** Ce cours peut compter pour l'obtention d'un brevet en éducation spéciale.
- *** Ce cours compte pour le counselling.

Afin de suivre des cours au niveau du Certificat postbaccalauréat, il faut être ADMIS AU PROGRAMME. Pour l'automne 1996, veuillez consulter le bureau du deuxième cycle dans les plus brefs délais possibles.

Afin de suivre des cours au niveau du deuxième cycle, il faut être ADMIS AU PROGRAMME. Pour l'automne 1996, veuillez consulter le bureau du deuxième cycle dans les plus brefs délais possibles.

LA DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS EST LE 30 AOÛT 1996.

Il y aura un séminaire de leadership pendant l'année. Plus de détails vous parviendront sous peu.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au bureau du deuxième cycle de la Faculté d'éducation.

N.B. LE COLLÈGE SE RÉSERVE LE DROIT D'ANNULER L'UN OU L'AUTRE DE CES COURS SI LE NOMBRE D'INSCRIPTIONS EST INSUFFISANT.



200, AVENUE DE LA CATHÉDRALE
SAINT-BONIFACE (MANITOBA) R2H 0H7
(204) 233-0210

La vie culturelle et sociale au Collège

Le CUSB de A à Z

Vous débarquez tout juste en ville, vous commencez vos études au Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) et vous ne connaissez pas un chat? Pas de panique! Le CUSB abrite une foule de clubs et d'associations étudiantes pour répondre à toutes vos attentes.

«On offre sensiblement les mêmes activités sportives et culturelles que les plus grandes universités, mais à plus petite échelle», indique l'animateur culturel, Louis St-Cyr. L'animateur culturel a pour mandat de répondre aux initiatives des étudiants, de leur fournir le financement et les ressources nécessaires à la réalisation de leur projet culturel. «N'importe qui ayant un projet à proposer doit se sentir bien à l'aise de m'en parler», explique-t-il.

Louis St-Cyr propose également des activités comme les productions de la troupe de théâtre du CUSB Les Chiens de Soleil, les spectacles de l'orchestre maison, le club photo, les matchs d'improvi-

sation ainsi que, nouveauté cette année, les ateliers de guitare et d'art vocal. (1) Un dépliant, qui sera mis en circulation le 3 septembre, détaille les activités de l'année.

La ligue d'improvisation du CUSB, comme la radio étudiante CBAU, ont perdu du terrain depuis l'entrée en ondes de CKXL et la fondation de la Ligue d'improvisation du Manitoba, indique-t-il. «Ceux qui veulent vraiment faire de la radio préfèrent le plus large auditoire de CKXL.»

L'Association des étudiants du CUSB offre également une gamme de services et d'activités sociales et culturelles. Pour ceux qui se cherchent un appartement, l'AE propose le Multi-logis, une liste des appartements à louer dans Saint-Boniface. Les étudiants reçoivent également une Écono-carte qui donne des rabais allant de 10 à 15 % dans certains commerces des environs.

C'est par le biais du journal étudiant bi-mensuel Le Réveil que



photo: Anie Cloutier

«Les Chiens de Soleil présenteront trois pièces cette année», indique Louis St-Cyr.

l'AECUSB communique avec ses membres, indique la présidente Stéphanie Allard. «Il y a aussi beaucoup d'interaction qui se fait au Café Rencontre. On a une table de billard, un micro-ondes et on aimerait bien installer une table de football de table. Il ne faut pas que les nouveaux soient gênés de venir. C'est pour tout le monde ici, pas seulement pour une gang.»

Sauvé des eaux au printemps dernier, le bar Le Canot reste le lieu de rencontre privilégié des

étudiants du CUSB. Les jeudi soirs leurs sont d'ailleurs réservés. «Pourquoi les jeudis? Personne ne le sait trop, fait remarquer Louis St-Cyr. Je crois que ça a commencé avec des spéciaux deux pour un et que la tradition s'est poursuivie.»

Cette année, l'AE compte s'engager dans l'arène politique pour défendre le financement du CUSB et de l'ÉTP. «On veut faire du lobbying politique et de la sensibilisation», indique Stéphanie Allard.

De plus, un référendum sur l'appartenance de l'AE à la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes doit avoir lieu en septembre. «Ils n'ont rien fait pour nous le printemps dernier quand le gouvernement voulait couper les subventions au CUSB», rappelle Stéphanie Allard.

Anie CLOUTIER

(1) Cette année, Les Chiens de Soleil présenteront trois pièces dont la première, Le Polygame de Kengne Fouamno Louis et mise en scène par Sylvestre Longang est prévue pour novembre.

On change les règles pour les jeunes



Les caisses populaires du Manitoba

La disponibilité et les modalités de certains produits ou services peuvent varier d'une caisse populaire à l'autre.

La rentrée au CUSB

Les étudiants du 21e siècle

Le grand branle-bas de combat est commencé dans les écoles manitobaines qui se préparent à accueillir les élèves le 26 août. Au Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) aussi, le grand moment est arrivé. Le CUSB, selon le registraire Christian Delaquis, devrait compter cette année entre 700 et 800 étudiants.

Après avoir observé un plafonnement dans sa clientèle étudiante, le CUSB a connu une diminution l'an dernier, alors que les inscriptions ont chuté de 7 %. Les universités, note Christian Delaquis, font toutes face à ce phénomène qui les obligent à intensifier leurs efforts de recrutement.

Chacune multiplie ses activités et «il y a beaucoup plus de chassés-gardées».

Chargé des services de liaison du CUSB pendant quatre ans, Christian Delaquis a rencontré des centaines d'étudiants de tous les coins du pays, ou presque. «Ils changent d'année en année, dit-il, mais l'an dernier, il s'est produit quelque chose de nouveau. J'ai remarqué que les jeunes étaient plus hésitants à faire un choix.» L'université était un débouché moins naturel, moins évident, et les jeunes étaient beaucoup plus inquiets face à leur avenir. «Ils sont moins portés à se compromettre, et en même temps, leurs choix sont plus judicieux, plus calculés.»

Est-ce leurs perspectives d'avenir qui sont plus sombres, les frais de scolarité plus élevés, ou la société qui leur répète que les nouvelles règles de la concurrence seront sans pitié? Les jeunes, remarque Christian Delaquis, sont plus pragmatiques que l'étaient les générations précédentes, et ne choisissent pas un programme s'ils ne peuvent pas en mesurer les effets concrets.

«On ne peut pas les blâmer. Ils sont le miroir de la société dans laquelle ils vivent. Mais cette attitude de leur enlève la possibilité d'explorer et ça, c'est un peu triste. Quand j'étais étudiant, j'ai fait Jeunesse Canada-Monde et ça m'a apporté beaucoup de choses. Mais je serais bien incapable d'en mesurer les effets concrets et de dire qu'un emploi est le résultat de ce programme.»

Avec les pressions de la société, et aussi celles de leurs parents, les jeunes n'ont plus le luxe de se tromper. «On fait des sondages auprès de la clientèle et de plus en plus, les étudiants doivent travailler pendant leurs études. On ne parle pas de trois heures par semaine, mais de dix à quinze heures. C'est beaucoup. Certains travaillent même jusqu'à 30 heures par semaine.»

La rentrée des universitaires, c'est donc de plus en plus le début d'une année chargée de travail scolaire et para-scolaire, avec en tête une question bien précise: ces efforts se traduiront-ils en un emploi à la fin?

S. L.

Agent en téléservice

Un nouveau cours peu populaire

Le programme d'Agent en téléservice, qui devait faire son entrée à l'École technique et professionnelle (ÉTP) cet automne, n'a pas reçu les appels escomptés de la part des étudiants. En effet, le manque d'inscription a forcé les administrateurs à reporter le cours en janvier, explique la directrice de l'ÉTP, Raymonde Gagné.

Le programme de 16 semaines prépare le diplômé à travailler dans le domaine du télémarketing. Il comprend des cours sur le service à la clientèle, la géographie, le profil culturel du Canada, les ventes et les langues, indique-t-elle.

«Mais ce qu'on remarque, c'est que le marché embauche des gens qui n'ont pas de formation particulière», fait remarquer Raymonde Gagné. De plus, les salaires offerts dans ces agences de télémarketing sont assez bas et beaucoup d'employés font du temps partiel. «Alors les gens ne ressentent pas la nécessité de prendre des cours, ajoute-t-elle. Si le cours n'est pas plus populaire en janvier, il faudra revoir notre stratégie.»

A. C.

Vers la professionnalisation des garderies familiales?

La rentrée automnale des gardiennes

«Il y a des femmes qui m'ont appelé la semaine dernière pour savoir s'il y avait des places disponibles. Je leur ai dit qu'elles s'y prenaient beaucoup trop tard!» Lisa Rioux garde des enfants dans Saint-Boniface et fait partie d'un groupe de garderies familiales du quartier, qui partagent des ressources et facilitent la circulation de l'information pour les parents à la recherche d'une gardienne.

«En ce moment, c'est moi qui m'occupe de la liste, explique Lisa Rioux. La liste comprend une vingtaine de garderies. Plusieurs parents me donnent déjà leurs noms pour mars ou mai 1997 mais d'ici là, c'est complet.»

Phénomène comparable à celui de la rentrée scolaire, septembre marque aussi la rentrée des gardiennes, un moment dans l'année

où les enfants retrouvent leur gardienne. Mais contrairement à l'école, où un système bien en place s'occupe d'aplanir les difficultés pour les parents, trouver une gardienne francophone peut se révéler toute une aventure!

«Il y a en effet un manque de garderies francophones, acquiesce Suzanne Lagassé, responsable du Centre de ressources éducatives à l'enfance (CRÉE) à la Fédération provinciale des comités de parents (FPCP).

La FPCP a décidé lors de sa dernière assemblée annuelle de mettre sur pied un réseau de garderies francophones pour favoriser les échanges et répondre aux divers besoins de ces entreprises éparpillées un peu partout. La FPCP détient aussi une liste de gardiennes francophones, accessible aux parents à la recherche



Archives La Liberté

Une garderie: un milieu où un enfant peut s'épanouir et être heureux. d'une garderie familiale.

Mais cette liste ne donne pas d'indications quant à la qualité de ces garderies. Suzanne Lagassé encourage les gardiennes à faire une demande de licence auprès du gouvernement. «Ça ne donne pas de garanties complètes sur la qualité d'une garderie, dit-elle, mais une garderie licenciée doit se plier à certaines normes», notamment en ce qui concerne les tarifs, le nombre de places disponibles, les repas et les activités.

D'ailleurs, indique-t-elle, on s'entend dans le milieu pour dire que les garderies familiales devront devenir plus professionnelles. Pour répondre à ce besoin, l'École technique et professionnelle du CUSB a mis sur pied un cours par correspondance, qui sera offert à partir

du 3 septembre aux gardiennes qui veulent se perfectionner. (1)

Il n'est pas impossible que toutes les garderies familiales soient bientôt obligées de détenir une licence. Lisa Rioux serait en faveur d'une telle mesure. «J'ai décidé d'ouvrir une garderie familiale pour proposer un milieu de garde qui ressemble à une atmosphère familiale», explique-t-elle. À ses yeux, la relation de la gardienne et de l'enfant doit donc en être une à long terme. «Pour moi, dit-elle, c'est aussi ma "business". C'est important que je l'améliore d'année en année. J'ai voulu être licenciée et je pense que trop de personnes peuvent démarrer une garderie du jour au lendemain sans avoir de connaissances ou sans vouloir durer et en faire un véritable métier.

Souvent, il s'agit d'une femme qui a eu un enfant ou deux et qui se dit: puisque je reste à la maison, pourquoi ne pas garder d'autres enfants?»

Lisa Rioux reconnaît qu'il revient aux parents de faire des choix, de poser les questions et de choisir pour leur enfant un environnement qui leur convient, mais elle croit que c'est un secteur d'activités où il faudrait imposer des normes qui s'appliquent à tous. «Je pense aussi que les normes actuelles ont été conçues pour les garderies institutionnelles et qu'elles ne tiennent pas compte de la réalité des garderies familiales. Elles sont parfois trop contraignantes et ne nous laissent pas de marge de manœuvre.»

Pour Suzanne Lagassé, un autre problème que rencontrent les parents à la recherche d'une gardienne francophone, c'est d'en trouver une qui ne travaille qu'en français. «Je connais d'excellentes gardiennes dans Saint-Vital qui sont obligées d'accepter de petits anglophones pour combler toutes leurs places. Elles ont aussi besoin de vivre. Mais si un jeune enfant ne peut pas être gardé en français, c'est un problème pour l'apprentissage de sa langue.»

Sylviane LANTHIER

(1) On peut joindre le professeur de ce cours, Nicole Blouin, au 235-4479.



Brigitte Christine Lamontagne, B.Sc.Eng., fille de Laurent et Claire Lamontagne de Saint-Boniface et finissante de la faculté de génie de l'Université du Manitoba, se dirige vers la France à la fin août. C'est en reconnaissance de ses succès remarquables et de ses qualités démontrées de leadership que l'Université du Manitoba l'honorait comme «Outstanding Student» tout récemment et la recommandait au poste de lectrice et maître de langues qu'elle occupera à la faculté de génie à l'Université de Valenciennes du Hainaut et Cambresis. Elle débute dans ses nouvelles fonctions dès septembre, à la

suite d'un été de travail au Centre du budiagnostic du Conseil national de recherche du Canada à Winnipeg, où elle faisait de la recherche en ostéoporose, utilisant l'ordinateur pour la programmation et l'analyse de données obtenues par MRI (imagerie par résonance magnétique).

Ses parents, sa famille et ses amis, qui lui faisaient une soirée d'adieu le 15 août, lui offrent leurs félicitations et leurs meilleurs souhaits de succès continus pour une année heureuse et productive. Au revoir, chère Brigitte. À ton retour en juillet 1997!



ÉCOLE TECHNIQUE
ET PROFESSIONNELLE

COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

**AGENT ET AGENTE EN
TÉLÉSERVICES**

UNE CARRIÈRE EN BOUT DE LIGNE

FORMATION À TEMPS PLEIN

- * Durée : 16 semaines
- * Début des cours le 6 septembre 1996

Communiquez avec Raymonde Gagné
ou Lise Ruest.



200, avenue de la Cathédrale
Saint-Boniface MB R2H 0H7
(204) 233-0210 Télécopieur : (204) 237-3240

CRTC

AVIS PUBLIC

Canada

Avis public CRTC 1996-108. Le CRTC annonce son nouveau cadre de réglementation de la diffusion de publicité en faveur de boissons alcoolisées. Dans l'avis, le CRTC sollicite des observations sur les modifications qu'il propose aux règlements sur la radio, la télévision et les services spécialisés et qui supprimeraient, entre autres choses, les restrictions actuelles concernant les personnes qui peuvent commanditer des messages publicitaires en faveur de boissons alcoolisées. Les observations écrites doivent parvenir au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2, au plus tard le 1er octobre 1996. Le texte complet de cet avis est disponible en communiquant avec la salle d'examen du CRTC à Hull, au (819) 997-2429; et au bureau du CRTC à Winnipeg: (204) 983-6306 ou en consultant la page d'accueil du CRTC: <http://www.crtc.gc.ca>.



Conseil de la radiodiffusion et des
télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and
Telecommunications Commission

Les **contacts** dont vous avez
besoin, ici même, en **Manitoba**

Le Réseau canadien de technologie donne aux entreprises canadiennes innovantes un accès rapide et personnalisé à l'expertise, aux conseils et à l'information dont elles ont besoin pour relever les défis de nature technologique et commerciale connexes auxquels elles font face.

Au Manitoba, appelez le CSEC au 1-800-665-2019 (ou faites le 984-2272 à Winnipeg).
Vous pouvez aussi nous rejoindre à <http://rct.nrc.ca>

Canada

RCT LE RÉSEAU
CANADIEN DE
TECHNOLOGIE

Les employés de soutien retournent au travail

La fin de la grève et le début de la réconciliation

Les 1 200 employés de soutien de dix institutions de santé retournent au travail cette semaine après plus de deux mois de grève, a annoncé le 20 août le président du syndicat des employés du gouvernement du Manitoba (MGEU), Peter Olfert. (1)

Les syndiqués ont accepté une diminution temporaire de leurs heures de travail de 15 minutes par jour en échange de l'équité salariale. L'équité salariale, cheval de bataille du syndicat depuis le début du conflit, sera atteinte d'ici deux ans et doit augmenter de 30 ¢ en moyenne le salaire horaire des employés.

«Nous n'avons pas obtenu tout ce que nous demandions, mais c'est là le principe de la négociation, fait remarquer Peter Olfert. Les syndiqués ont voté en moyenne à 75 % en faveur de l'entente ce qui, je crois, démontre qu'ils ne sont pas entièrement satisfaits mais reconnaissent que c'est là la meilleure offre qu'ils pouvaient avoir.»

«La diminution de 15 minutes par jour représente environ une réduction de salaire de 3,2 %, indique le directeur du Foyer Valade et du Centre Taché, Rénald Massicotte. Ce qui fait que la masse salariale reste sensiblement la même.» Il précise par ailleurs que selon

l'entente les nouveaux employés auront des salaires moins élevés en raison de l'ajout de deux échelons inférieurs à l'échelle salariale. «Le Foyer Valade et le Centre Taché réduiront de 50 ¢ l'heure les salaires des nouveaux embauchés. Mais ça ne change rien pour les employés actuels», indique Rénald Massicotte.

Rénald Massicotte ajoute que la grève aura été coûteuse pour les centres de soins prolongés et les hôpitaux touchés. «On ne sait pas encore combien d'argent ça nous a coûté, mais on est pas mal sûr qu'on n'a rien sauvé!»

Au Centre Taché, au Foyer Valade, à l'Hôpital de Sainte-Anne comme à Sainte-Rose-du-Lac, l'administration et le personnel voient avec soulagement le retour au travail des employés de soutien. «On est tous très heureux de retourner à la normale, lance le directeur de l'Hôpital de Sainte-Anne, Francis Labossière. Tous nos employés ont dû annuler leurs vacances. Ils ont hâte de reprendre leur souffle et de recharger leurs batteries. On voit enfin la fin de la grève et l'adrénaline nous laisse un peu tomber. C'est là que le corps nous fait savoir à quel point il est fatigué.»

Mais la fin de la grève signifie le début d'un long processus de

réconciliation entre les grévistes et les employés. «Il y a toujours la possibilité qu'il y ait des accrochages. Certaines personnes ont été visées par les grévistes et il s'est

dit des choses assez dures sur la ligne de piquetage», indique Rénald Massicotte.

Anie CLOUTIER

(1) Il s'agit des centres suivants: le

Holy Family Nursing Home, le Foyer Valade, le Centre Taché, le Fred Douglas Lodge, le Lion's Prairie Manor, l'Hôpital de Sainte-Anne, la Villa Youville, le Centre de santé DeSalaberry, le Centre Dr Gendreau et l'Hôpital de Ste-Rose-du-Lac.

Entente Canada-communauté

Les 275 000 \$ sont arrivés

Quinze organismes francophones du Manitoba se sont partagés plus de 275 000 \$ de l'enveloppe «fonds de développement» lors de la deuxième ronde de financement 1996-1997 de l'Entente Canada-communauté, a annoncé le 20 août le coprésident du Comité conjoint, Gilbert Sabourin.

Sur les 276 579 \$ répartis entre les organismes, une grosse part est allée à la radio communautaire (80 000 \$) et à Pluri-elles (70 000 \$).

Comme le fait remarquer Gilbert Sabourin, ces deux organismes n'avaient reçu aucun financement lors de la première ronde. Il précise que seulement sept organismes étaient admissibles au financement régulier et se sont partagés 1,77 million \$. (1) «On avait demandé à plusieurs groupes de revoir leurs soumissions et de demander du financement pour des projets ponctuels.»

Parmi les organismes recevant du financement lors de la deuxième ronde, cinq ont déjà obtenu des sommes pour leur fonctionnement régulier. Il s'agit de l'Association des municipalités bilingues, de la Fédération des aînés franco-

manitobains, de la Fédération provinciale des comités de parents, de Réseau et de la Société franco-manitobaine.

Par ordre décroissant, voici les sommes accordées aux organismes francophones:

- 80 000 \$ à la radio communautaire CKXL pour son plan de redressement;
- 70 000 \$ pour Pluri-elles, soit 40 000 \$ pour le projet de coopérative des travailleuses et 30 000 \$ pour le projet Ma carrière, mon choix;
- 25 000 \$ pour le Conseil de la coopération du Manitoba et sa Coopérative des jeunes entrepreneurs;
- 21 279 \$ pour la Société franco-manitobaine qui souhaite établir un site Internet pour la communauté franco-manitobaine;
- 20 000 \$ au Cercle Molière pour La Femme d'Urie;
- 12 000 \$ à l'Association des municipalités bilingues du Manitoba pour la Fédération sports et loisirs;
- 10 300 \$ à Réseau pour le projet Femmes et patrimoine;
- 10 000 \$ en supplément à la Fédération provinciale des comités

de parents pour le Centre de ressources éducatives à l'enfance et ses mini-centres;

• 8 000 \$ à l'Association des juristes d'expression française pour la réalisation d'une vidéo-cassette sur l'accès à la justice en français;

• 7 000 \$ à la Fédération des aînés franco-manitobains pour l'exploration, la conception et la mise en œuvre d'un modèle de Centres d'aînés franco-manitobains;

• 4 000 \$ pour l'Alliance française et son projet Art de la parole francophone;

• 4 000 \$ pour la Société des communications du Manitoba pour le projet de gare de triage;

• 2 000 \$ pour le Festival des vidéastes du Manitoba;

• 1 500 \$ chacun pour les scouts et guides du Manitoba afin de développer le mouvement et recruter de nouveaux jeunes.

Anie CLOUTIER

(1) Il s'agit de la Société franco-manitobaine, Réseau, la Fédération provinciale des comités de parents, l'Association des municipalités bilingues du Manitoba, le Centre culturel franco-manitobain, le Conseil jeunesse provincial et la Fédération des aînés franco-manitobains.



Postes à combler au Conseil d'administration de la Société franco-manitobaine et auprès du Comité conjoint de l'Entente Canada communauté

La Société franco-manitobaine (SFM) est un organisme d'envergure provinciale qui a comme mandat de protéger les intérêts de la francophonie, faciliter l'épanouissement de la vie française et promouvoir le français au Manitoba.

Nous sommes à la recherche de personnes dynamiques, intéressées à siéger au conseil d'administration de la SFM.

Le français vous tient à cœur? Vous avez une bonne connaissance de la communauté francophone? Vous êtes enthousiaste et vous avez la capacité d'innover? Vous travaillez bien en équipe? Vous voulez relever des défis et contribuer au développement de la francophonie au Manitoba?

Les neuf (9) postes suivants sont à combler lors de la prochaine assemblée annuelle de la SFM le 26 octobre 1996:

1. Présidence de la SFM mandat 1 an
2. Vice-présidence mandat 2 ans
3. Secrétaire-trésorier(ière) mandat 2 ans
4. Conseiller(ère) - Région EST
5. Conseiller(ère) - Région OUEST
6. Conseiller(ère) - Région SUD
7. Conseiller(ère) - Région URBAINE
8. Conseiller(ère) - Région RURALE ou URBAINE
9. Co-présidence mandat 1 an
Comité conjoint de l'Entente Canada-communauté

N.B. - La durée des mandats (un an ou deux) pour les conseillers(ères) sera déterminée lors de la première réunion du nouveau Conseil d'administration de la SFM.

Pour soumettre votre candidature ou pour obtenir plus de renseignements, veuillez contacter la Société franco-manitobaine au (204) 233-4915 ou le 1-800-665-4443 (sans frais).

Vous voulez que RDI entre dans votre foyer?

Dites-le à votre distributeur

Le directeur du développement des affaires du Réseau de l'Information (RDI), Gilles Desjardins, était de passage au Manitoba le 9 août pour rencontrer les câblodistributeurs qui ne proposent pas encore RDI à leur clientèle francophone.

«Nous, on peut faire valoir la qualité de notre produit auprès de ces distributeurs, mentionne Gilles Desjardins, mais les gens doivent aussi leur faire savoir qu'ils désirent obtenir ce service.»

Gilles Desjardins a notamment rencontré le câblodistributeur Interlake Cable, qui dessert les villages de Saint-Pierre, Sainte-Agathe, Sainte-Anne, etc., ainsi que le distributeur de Brandon, Sky Cable, dont les services s'étendent aux communautés francophones de Saint-Claude, Lourdes, etc. «Brandon n'est pas l'endroit où il y a le plus de francophones, mentionne Gilles Desjardins, mais avec les Jeux du Canada de 1997, Brandon a intérêt à offrir toutes sortes de services bilingues.»

Une rencontre avec des représentants de la Société franco-manitobaine a également eu lieu et la SFM, précise son représentant, Rénald Rémillard, «transmettra le message aux communautés concernées» et fera des pressions.

Rénald Rémillard mentionne que la SFM n'a jamais reçu de plaintes ou d'appels provenant de secteurs où RDI n'est pas diffusé. «Quand on n'a jamais reçu un service, note-t-il, souvent on n'est pas conscient de ce qu'on manque.»

De son côté, Gilles Desjardins n'est pas peu fier de la rapidité avec laquelle RDI a réussi à prendre une part importante du marché de l'information télédiffusée. Un an et demi après son entrée en ondes, précise-t-il, le Réseau de l'information, qui diffuse 24 heures sur 24, rejoint 99 % des foyers câblés au Québec et 70 % des foyers câblés ailleurs au Canada. Quelque 2,6 millions de personnes écoutent RDI, dont 20 % sont anglophones.

RDI, souligne-t-il, propose en français de l'information qui pro-

vient de toutes les régions du pays et les émissions produites dans les régions sont écoutées sur une échelle nationale; c'est le cas notamment de *L'Ouest en direct*, diffusée chaque jour de la semaine à partir de Winnipeg.

Mais en dépit de ses succès, RDI n'a pas encore rejoint tous les foyers francophones. «C'est dans les petites communautés, là où il y a 70, 75 abonnés au câble, qu'on n'est pas encore présent», note Gilles Desjardins, qui précise que le moment est propice pour faire savoir aux câblodistributeurs qu'on désire recevoir RDI. «C'est en septembre que la plupart de ces entreprises décident si elles vont ajouter des services pour le mois de janvier.»

En rencontrant les câblodistributeurs, Gilles Desjardins a ouvert la voie; il demande maintenant aux francophones de profiter de l'effet créé par sa venue au Manitoba et de faire connaître leurs besoins à leur câblodistributeur.

Sylviane LANTHIER

Vous cherchez une voiture neuve ou usagée? Peut-être un camion?

Chez GARDEN GATE PONTIAC, ça roule!



PONTIAC: Firefly • Sunbird • Grand Am • Grand Prix • Firebird • Trans Am • Bonneville
BUICK: Skylark • Regal • Century • Le Sabre • Roadmaster • Park Avenue • Riviera
GMC: Jimmy • Sonoma • Demi-tonne
MINI VAN: Transport • Safari

Pour tous vos besoins, composez le 633-8833 pour un rendez-vous avec Marc.

À votre service en français
les lundi et mardi de 9 h à 21 h et du mercredi au samedi de 9 h à 18 h.

GARDEN GATE PONTIAC Buick GMC
2150, McPhillips
Fax: 632-5801



Marc Allard.



Agriculture et
Agroalimentaire
Canada

ARAP - PFRA

APPEL D'OFFRES Pâturage communautaire McCreary Contrat n° 113A Construction de maison

Des soumissions cachetées seront reçues par le soussigné jusqu'à 14 h, heure locale de Regina, le jeudi 5 septembre 1996 pour la construction d'un logement unifamilial en pans de bois mesurant 121 m² au pâturage communautaire McCreary approximativement 22 km à l'est de McCreary (Manitoba).

La documentation relative aux offres peut être consultée aux endroits suivants :

1. ARAP, Service de la Gestion des terres, bureau 100, Édifice fédéral, 317, rue Main Nord, Dauphin (Manitoba).
2. Les bureaux locaux de l'Association des constructeurs à Brandon et à Winnipeg, au Southam Building Reports à Winnipeg et au Construction Data à Winnipeg.

La documentation relative aux offres est disponible auprès de l'ARAP, Service de la gestion des terres, Division des Programmes d'immobilisation, CIBC Tower, 4^e étage, 1800, rue Hamilton, Regina (Saskatchewan) S4P 4L2, tél.: (306) 780-6258. Seules les soumissions présentées sur les formulaires fournis par l'ARAP, accompagnés d'une garantie et remplis selon les critères établis dans la documentation relative aux offres seront retenues. Il est recommandé aux soumissionnaires de se procurer la documentation auprès de la Section des adjudications afin de s'assurer l'envoi ultérieur des suppléments éventuels.

Sans garantie d'acceptation d'aucune des soumissions présentées.

G.F. Shepherd, gestionnaire, Section des adjudications

Canada

Vous avez des événements à signaler?

Composez le 237-4823 ou le 1-800-523-3355.



COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

est à la recherche d'une personne
pour combler le poste de

AGENT OU AGENTE DE RECRUTEMENT

Ceci est un poste contractuel, d'une durée de six mois.

Fonctions:

- assister dans la réalisation des activités de recrutement pour le CUSB;
- effectuer la tournée de recrutement dans les écoles secondaires du Manitoba et de la Saskatchewan;
- coordonner la journée Portes ouvertes.

Qualifications requises:

- un grade universitaire (baccalauréat) ou collégial (diplôme) pertinent;
- expérience dans les présentations en public;
- excellent sens de l'organisation;
- habileté à traiter avec le public;
- connaissance du traitement de texte WordPerfect (serait un atout);
- bonne connaissance du CUSB;
- un permis de conduire en règle;
- excellent français parlé et écrit.

Vous devez avoir accès à un véhicule et être en mesure de vous absenter quelques jours à la fois.

Rémunération:

- Selon l'expérience.

Durée du contrat:

- du début septembre 1996 à la fin février 1997.

*Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae
avant le 28 août 1996 à:*

Christian Delaquis
Registraire et chargé des services de liaison
Collège universitaire de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0H7
Télécopieur: (204) 237-3240



200, AVENUE DE LA CATHÉDRALE
SAINT-BONIFACE (MANITOBA) R2H 0H7
(204) 233-0210

Représentant.e Services à la clientèle

Le Groupe Investors, une des organisations de services financiers les plus importantes du Canada, recherche actuellement des personnes pour combler des postes permanents et temporaires de représentant.e, services à la clientèle.

Les candidat.e.s choisi.e.s travailleront dans le contexte d'un centre d'appels. Ils ou elles auront comme responsabilité principale de bien connaître les produits offerts par l'organisation dans le but de répondre aux questions des client.e.s de façon précise et professionnelle.

Les candidat.e.s devront avoir un diplôme d'une université ou d'un collège professionnel et un minimum de cinq années d'expérience dans le service à la clientèle, dans le domaine des fonds mutuels préférable. Ils ou elles devront également être inscrits ou avoir complété l'IFIC, le CFP ou le cours sur les "Canadian Securities". Ils ou elles devront aussi avoir une bonne connaissance de l'informatique et pouvoir communiquer en français à l'oral et à l'écrit.

Nous offrons d'excellents avantages sociaux et un salaire en fonction des qualifications et de l'expérience. Les personnes intéressées peuvent envoyer un curriculum vitae détaillé d'ici au **3 septembre 1996** à:

**Services des ressources humaines
Groupe Investors
447, avenue Portage
Winnipeg (Manitoba) R3C 3B6
Télécopieur: 942-0967**



AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feu PAUL MOQUIN, de Saint-Boniface, au Manitoba, retiré.

TOUTES réclamations contre la succession ci-haut mentionnée devront être déposées à l'étude du soussigné à C.P. 927, Gravelbourg (Saskatchewan), S0H 1X0, le ou avant le 26^e jour d'août 1996.

Fait à Gravelbourg, en Saskatchewan, ce 20^e jour de juin 1996.

LOUIS STRINGER
Procureur de la succession

Encouragez nos annonceurs!

RECRUTEMENT D'AIDES AUX SOINS PERSONNELS

Le Bureau principal des soins à domicile de Santé Manitoba est à la recherche d'aides aux soins personnels pour pourvoir des postes qui sont vacants ou le deviendront.

Membres appréciés de ce programme communautaire, les titulaires du poste ont pour tâche d'aider les personnes âgées et handicapées en leur prodiguant les soins personnels dont elles ont besoin à domicile et en leur fournissant un appui sur le plan social et émotif. On peut également leur demander d'effectuer des travaux domestiques ou de préparer des repas.

Critères: Les candidat(e)s doivent détenir un certificat d'aide aux soins personnels et avoir de l'expérience comme aide-infirmier ou aide-infirmière, ou avoir une formation et une expérience comparables. Nous encourageons les élèves-infirmiers et les élèves-infirmières qui ont une expérience médicale à présenter leur candidature.

Les candidat(e)s doivent être prêts à accepter les quarts de travail régulièrement prévus, y compris les quarts de jour, de soirée, de nuit et de fins de semaine. Nous sommes également à la recherche d'aides aux soins personnels résidents (jusqu'à cinq quarts de travail par semaine).

Nous avons besoin de personnes dévouées, organisées, autonomes et détenant de très bonnes compétences en communication.

Échelle de salaire: de 8,87 \$ à 11,04 \$ l'heure, plus avantages sociaux.

S'adresser au Poste de garde, 189, rue Evanson, rez-de-chaussée, du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 16 h 30.



Défense
nationale

National
Defence

Agence de logement des Forces canadiennes

RÉUNION D'INFORMATION

CONTRATS DE SERVICES D'ENTRETIEN
POUR LES LOGEMENTS FAMILIAUX

À LA BASE DES FORCES CANADIENNES DE SHILO

En tant qu'Agence spéciale du ministère de la Défense nationale (MDN), l'Agence de logement des Forces canadiennes (ALFC) sera responsable de gérer les logements familiaux de MDN, y compris les services d'entretien et d'amélioration mineure à la BFC Shilo à compter du 1^{er} avril 1997.

Tous les travaux d'amélioration et d'entretien seront effectués en vertu des contrats. Ces travaux devraient intéresser les petites entreprises locales. Les entreprises se jugeant qualifiées pour fournir les services d'entretien et d'amélioration résidentielle mineure sont invitées à assister à une réunion d'information présidée par M. Morris Evans, directeur des opérations de l'ALFC, qui expliquera le fonctionnement du processus contractuel. La réunion aura lieu à 17 h le mardi 27 août 1996 dans le théâtre de la base à la BFC Shilo, édifice M-103, Manitoba.

Canada



Développement des
ressources humaines Canada

Human Resources
Development Canada

NOUS DÉMÉNAGEONS ...

Le Centre de ressources humaines du Canada (CRHC), actuellement situé au 320, rue Donald fermera à 13 h, **vendredi le 23 août 1996** afin de déménager à l'adresse suivante:

**Rez-de-chaussée
391, avenue York
WINNIPEG (Manitoba)**

Nous assurerons tous nos services dans nos nouveaux locaux à compter du **lundi 26 août 1996**, à 8 h 30. Nos numéros de téléphone resteront les mêmes.

Canada

C'est ça
la vie!

Sur ses grands chevaux

«L'élevage de chevaux est un hobby depuis plus de 30 ans, affirme Roger Druwé. Mais depuis que j'ai pris ma retraite, c'est devenu mon mode de vie.» Ancien professeur au collège Louis-Riel et ancien directeur de la division scolaire Rivière-Seine, Roger Druwé élève et entraîne des chevaux depuis 1969.

Avec son épouse Irène, Roger Druwé élève une dizaine de chevaux sur leur propriété située aux abords de Winnipeg. «Pendant des années, nous avons élevé des chevaux d'équitation, pour notre propre plaisir et aussi pour la vente. Plus récemment, nous avons acheté deux juments belges que nous entraînons comme chevaux de traits», explique-t-il.

Originaire de Belgique, la famille Druwé doit beaucoup au travail des chevaux de traits qui ont permis de défricher la terre ancestrale. «Les élever est pour moi un retour à mes racines en quelque sorte», indique Roger Druwé.

L'apparition des tracteurs a poussé plusieurs agriculteurs à se débarrasser de leurs animaux, mais le Manitoba vit présentement un regain de la popularité des chevaux de traits, souligne-t-il. «Mais on a beaucoup de difficulté à trouver des équipements comme des traîneaux ou des buggies en bon état.» Voilà pourquoi Roger Druwé, avec l'aide de son frère Georges, a construit lui-même une voiture pour chevaux de trait, histoire de faire des balades en famille. «Ce sont de belles et nobles bêtes et avec un bon entraînement, elles permettent de joindre l'utile à l'agréable, indique l'autodidacte. L'équitation nous permet de découvrir des coins de la province et de rencontrer d'autres amateurs de chevaux.»

Selon Roger Druwé, le secret de l'apprentissage réside dans la capacité de la bête à avoir confiance dans son entraîneur. «La bête doit comprendre qu'on ne la mettra pas en danger. À partir de ce moment, elle apprend à ne réagir qu'aux commandements de la voix et de la bride. Elle nous donne tout ce qu'elle peut et peut traverser des endroits enneigés ou boueux. C'est beau de voir la bête exécuter les ordres qu'on lui donne.»

Entraîner un animal est un défi qui plaît énormément à Roger Druwé. «C'est une forme de détente et de relaxation. On est dans la nature et il n'y a pas de téléphone pour nous déranger. On a un rapport avec la bête qui tient à l'essentiel, qui est très différent de ce que ressentent les amateurs de voitures de collection ou de motocyclettes par exemple. C'est une relation avec un être vivant.»

Anie CLOUTIER

CULTUREL

Hélène Asselin fabrique des poupées

Une passion qui se transmet de mère en fille

Mélanie, Désirée et Joséphine sont les enfants d'Hélène Asselin. Elles ne sont pas faites de chair et d'os, mais de fil, de tissu et de laine.

Cette année, Hélène Asselin a donné vie à plus de 70 poupées, dont une cinquantaine pour son kiosque au pavillon canadien-français de Folklorama. Originaire de Saint-Boniface, elle a dû déménager à Dauphin il y a 14 ans. «Je travaille toute l'année à fabriquer mes poupées pour venir exposer ici. Ça recharge mes batteries et je peux retourner à Dauphin et être quand même heureuse.»

De chiffon ou de bois, grandes ou petites, blondes ou brunes, toutes rivalisent d'originalité. «Je passe beaucoup de temps à chercher ce petit quelque chose qui va faire que ma poupée soit elle», indique Hélène Asselin.

Que ça soit un bout de tissu ancien ou un petit panier d'osier, ce sont les accessoires qui donnent la touche finale. «Je me promène constamment dans les ventes de garage ou les magasins et je passe beaucoup de temps à chercher des morceaux de jute avec "Saskatoon Berries" écrit dessus ou encore un bouquet de fleur ou un oiseau pour mettre sur le chapeau de la poupée», explique-t-elle.

Hélène Asselin s'est découverte une passion pour les poupées il y a près de 20 ans. «Mon premier projet de couture était un ensemble de la Nativité. J'avais trouvé le patron dans un magazine. Les personnages mesuraient entre 15 et 20 cm. Il y avait Joseph, Marie, l'enfant Jésus, les rois mages, un mouton, des bergers, un âne... Pour le mouton, il fallait rouler la laine trois fois autour du doigt et coudre la boucle sur le corps de l'animal. Ça m'a pris des mois à faire ça à la main!» Cette année-là, Hélène Asselin a remporté simultanément les 1er, 2e et 3e prix d'un



photo: Anie Cloutier

Cette année, Hélène Asselin a donné vie à plus de 70 poupées.

concours d'artisanat du Centre communautaire de Saint-Vital. Une artiste était née.

De bouche à oreille, son passe-temps s'est transformé en petite entreprise artisanale. En 1994, Hélène Asselin a remporté le 1er prix à la foire agricole de Dauphin pour son Petit Chaperon rouge, une poupée qui en cache trois.

Baptisée Pot-Pourri, son entreprise a pris de l'ampleur ces dernières années et la réputation des poupées d'Hélène Asselin a franchi les frontières de la province. «Cette année j'ai reçu ma première commande spéciale pour un magasin de Jasper en Alberta. La gérante du Jasper Park Lodge a vu mes poupées dans un magasin de Dauphin, m'a contacté et m'a dit: "Faites-en autant que vous pourrez, je vous les prends toutes". J'en ai fait 19.»

Cependant, souligne Hélène Asselin, «je suis pas mal arrivée à ma limite de production. Pour en faire plus, il faudrait me consacrer à mes poupées à temps plein et avoir une équipe de couturières. Et je ne peux pas faire ça vite. Coudre, ça me détend, mais à la longue, on fini par avoir mal au dos et on est obligé d'arrêter. Et puis, il faut prendre son temps, penser à la poupée, à sa personnalité, son style. Il n'y en a pas deux pareilles.»

Si aujourd'hui la couture fait partie intégrante de sa vie, il n'en a pas toujours été ainsi. «J'ai vu ma mère, Léonie Granger, et mes grands-mères coudre toute leur vie. Mais quand on est jeune, ça ne nous intéresse pas, ces choses-là.» Hélène Asselin a dû attendre la naissance de ses enfants pour découvrir la couture. «J'aimais leur faire des vêtements, mais j'étais tellement occupée que je n'avais souvent pas le temps de faire plus que le strict nécessaire. Je m'en tenais à repriser des chaussettes.»

Les enfants ont grandi, sont devenus plus autonome et Hélène Asselin a redécouvert la couture et le plaisir qu'elle trouve à chercher des patrons, des tissus et à essayer de nouvelles techniques. «J'ai tout appris dans des livres et en demandant conseils à ma mère qui fait les plus belles poupées en porcelaine. Mais je voulais faire des poupées avec lesquelles les enfants pourraient jouer, qui ne seraient pas trop fragiles, alors j'ai préféré les faire en tissu.»

Dans la bonne tradition familiale, sa fille Josée, âgée de 25 ans, semble intéressée à développer ses talents de couturière, en y mettant de sa touche personnelle. «On a du plaisir à travailler ensemble!», lance Hélène Asselin. La mère et la fille ont d'ailleurs pris un cours de peinture cet hiver et mettent à profit leurs nouvelles techniques en créant des poupées de bois. «C'est véritablement devenu une affaire de famille parce que c'est mon mari, Robert, qui nous coupe les morceaux!»

Anie CLOUTIER

La Boutique du Livre inc.

315, RUE KENNY, SAINT-BONIFACE (MANITOBA) R2H 3E7
TÉLÉPHONE: 237-3395
TÉLÉCOPIEUR: 256-1872

**Nous sommes fiers
de vous servir
pour la rentrée!**



- livres
- cartes géographiques
- jeux
- cartes de souhaits

Heures d'ouverture: 10 h à 17 h
du lundi au samedi
et le jeudi jusqu'à 20 h

ÉCOLE de DANSE CLASSIQUE

3-20, boulevard Island Shore, Winnipeg

4 ans à jeunes adultes

BALLET ♦ JAZZ ♦ DANSE CRÉATIVE

Nouveau studio, nouveau local!

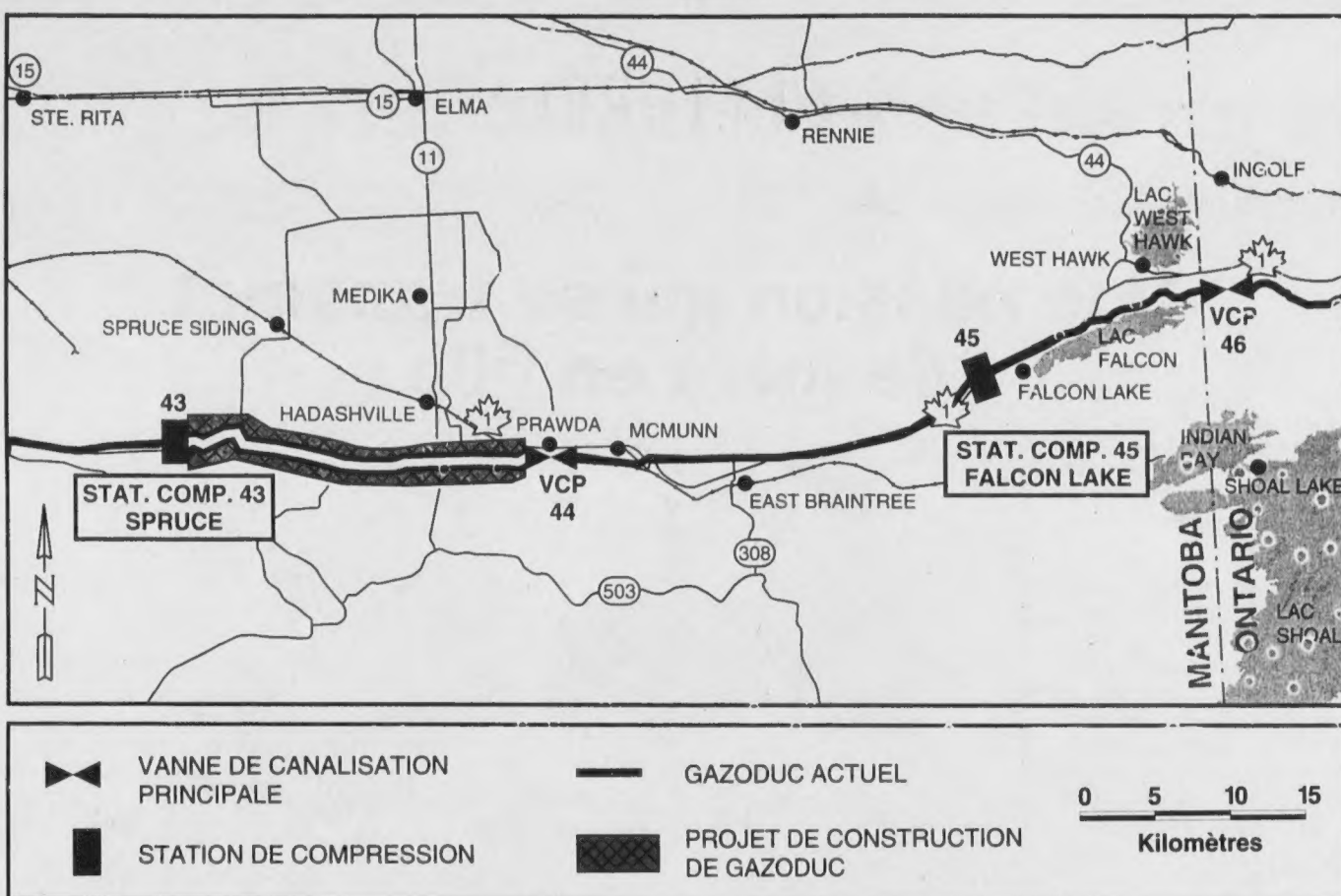
INSCRIPTIONS

le vendredi 30 août de 18 h à 20 h
et le samedi 31 août de 10 h à 14 h
téléphone: 255-8486



Spectacle de fin d'année ♦ Festival ♦ Examens ♦ Bulletin

Directrice: Angèle Laverne, membre associé I.S.T.D.,
professeure diplômée du Ballet royal de Winnipeg



OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE AVIS D'AUDIENCE PUBLIQUE

TransCanada PipeLines Limited

Ordonnance modificatrice A0-2-GH-3-96 Demande visant les installations de 1997-1998

Dans une demande datée du 3 avril 1996, révisée le 2 août 1996, TransCanada PipeLines Limited («TransCanada») a sollicité de l'Office national de l'énergie (l'«Office» ou «l'ONÉ»), aux termes de la Partie III, article 52, de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la «Loi»), un certificat d'utilité publique l'autorisant à construire des installations additionnelles le long de sa canalisation principale, et, aux termes de l'article 58 de la Loi, une ordonnance l'exemptant de l'application des alinéas 31(c) et 31(d) et des articles 33 et 47 de la Loi pour la construction et la mise en place de certains doubléments pipeliniers.

Grâce aux installations projetées, TransCanada pourrait acheminer 8 119 10³m³/j (286,7 10⁶pi³/j) de gaz, dont 3 343 10³m³/j (118,1 10⁶pi³/j) seraient destinés aux marchés canadiens et 4 776 10³m³/j (168,6 10⁶pi³/j) aux marchés de l'exportation. Ces installations comprendraient 205,2 km (127,5 mi) de doubléments, 13 compresseurs (dont 6 électriques) produisant 350 MW de compression au total, trois refroidisseurs ainsi que de l'équipement collecteur et de compression, qui s'ajouteraient au réseau de TransCanada en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario.

Le public pourra consulter les feuilles de tracé détaillé du gazoduc aux bureaux municipaux de Whitemouth, Ste-Anne et Steinbach.

Le coût en capital des installations projetées s'élèverait à 899 millions de dollars (en \$ de 1996). Les droits qu'applique TransCanada à la zone de l'Est (sans combustible, mais incluant l'électricité) à un facteur de charge de 100 % en 1999 augmenteraient de 1,6 ¢/GJ avec l'ajout des installations projetées. Les travaux de construction se dérouleront en 1997; il est prévu que 138 km (85,8 mi) de doublément entreront en service le 1^{er} avril 1997, et le reste, au plus tard le 1^{er} novembre 1997.

L'Office a inclus dans la présente instance une demande, en date du 14 mai 1996, que Renaissance Energy Ltd. («Renaissance») a déposée aux termes des paragraphes 71(2) et 71(3) pour que des installations soient fournies et mises à sa disposition aux fins du transport de jusqu'à 145 10³m³/j (5,1 10⁶pi³/j) de gaz depuis Empress, en Alberta, jusqu'à Emerson, au Manitoba, à compter du 1^{er} septembre 1997.

L'Office a décidé d'examiner les demandes au cours d'une audience publique orale, qui se tiendra à compter du lundi 7 octobre 1996, à 14 h, au Delta Winnipeg, dans la salle de bal Delta 'A' au 11^e étage, 288, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba). Si elle dure plus d'une semaine, l'audience reprendra dans la salle d'audience de l'Office, 3^e étage, 311, 6^e avenue s.-o., Calgary (Alberta), le mercredi 16 octobre 1996, à 9 h (heure locale). Une visite facultative de la station de compression 41 de TransCanada est prévue dans l'avant-midi du 7 octobre (les précisions utiles seront fournies à une date ultérieure). L'audience, qui sera publique, se tiendra pour obtenir la preuve et les opinions des parties intéressées au sujet des demandes à l'étude.

L'ordonnance modificatrice A0-2-GH-3-96 annule l'ordonnance d'audience GH-3-96, datée du 7 mai 1996, et l'ordonnance modificatrice A0-1-GH-96, datée du 28 mai 1996. Les parties qui ont déposé des documents d'intervention suivant l'ordonnance d'audience GH-3-96 sont réputées être des intervenants aux termes de l'ordonnance A0-2-GH-3-96, et toute l'information déposée jusqu'à présent continuera de faire partie du dossier de l'instance, sauf autorisation contraire de l'Office.

Toute personne qui souhaite intervenir à l'audience et qui n'a pas déjà obtenu le statut d'intervenant doit déposer un document d'intervention auprès du secrétaire de l'Office et en signifier une copie à TransCanada à l'adresse suivante :

Mr. Paul R. Jeffrey
Avocat
Litiges et réglementation
TransCanada PipeLines Limited
111 - 5^e Avenue s.-o.
C.P. 1000, Succursale M
Calgary (Alberta)
T2P 4K5

Téléphone : (403) 267-1044
Télécopieur : (403) 267-1055

Mr. Paul Wagle
Vice-président,
Transport et planification
TransCanada PipeLines Limited
111 - 5^e Avenue s.-o.
C.P. 1000, Succursale M
Calgary (Alberta)
T2P 4K5

Téléphone : (403) 267-8625
Télécopieur : (403) 267-8620

TransCanada fournira une copie de la demande, des modificatifs et des documents connexes à chaque intervenant. Le délai de réception des documents d'intervention est le vendredi 30 août 1996. Le secrétaire publiera peu après une liste des parties.

Toute personne qui souhaite seulement présenter des commentaires sur la demande doit le faire dans une lettre de commentaires déposée auprès du secrétaire de l'Office et en envoyer une copie à TransCanada d'ici le mercredi 25 septembre 1996.

L'audience comprendra une étude des aspects qui doivent être examinés aux termes de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*

Pour plus de renseignements sur les instructions concernant l'audience, ou sur les *Règles de pratique et de procédure de l'Office national de l'énergie*, 1995 (DORS/95-208) régissant toutes les audiences (les deux documents sont disponibles en français et en anglais), prière d'écrire au secrétaire de l'Office ou de téléphoner à Anne Hames, agente de la réglementation, Bureau du secrétaire, au (403) 295-3987.



TransCanada

J.S. Richardson
Secrétaire
Office national de l'énergie
311, 6^e Avenue s.-o.
Calgary (Alberta)
T2P 3H2

Télécopieur : (403) 292-5503

Les Rendez-Vous

MUSIQUE

❖ Au Foyer du Centre culturel franco-manitobain (340, Provencher): la gagnante du Gala interprovincial de la chanson, catégorie auteur-compositeur-interprète, **Brigitte Sabourin**, sera en spectacle les 28 et 29 août à 20 h 30. Au **Mardi Jazz**: ne manquez pas **David Hasselfield** le 27 août à 21 h 15. Entrée gratuite. Info: 233-8972.

CINÉMA

❖ De *Star Wars* à *King Kong*, découvrez les trucs et les astuces des maquettistes et des maquilleurs d'Hollywood avec le documentaire sur les effets spéciaux au cinéma: **Special Effects**. Présenté au cinéma Imax (393, avenue Portage). Prix adulte: 7 \$. Info: 956-4629.

EXPOSITIONS

❖ À la galerie du Centre culturel franco-manitobain (340, Provencher): **Grefte-itti**, une exposition de sculptures, dessins, peintures et créations multimédia d'artistes de l'Ontario et du Québec se regroupant sous le nom de Tous Azimuts. Jusqu'au 29 septembre.

❖ La galerie Medea (132, Osborne) vous propose de partir à la découverte du Manitoba à travers les yeux de plusieurs artistes avec **Portraits of Manitoba**. Jusqu'au 9 septembre. Info: 453-1115.

RANDONNÉES

❖ Visiter **le vieux Saint-Boniface à pied**, c'est ce que vous proposent Myriam Boisjoli et Brigitte Lagassé, animatrices du projet pilote de tour guidé. Choisissez entre des circuits de 4,3 km, 5 km ou 5,8 km. Les départs pour le tour guidé se font à 10 h 15, 13 h et 15 h 30 à partir du kiosque d'information touristique de la Fourche. C'est gratuit! Info: 235-1406.

❖ Revivez 6 000 ans d'histoire de la Fourche en 45 minutes avec les visites guidées théâtrales **L'Évolution d'un lieu de rencontre**. Tous les dimanches à 14 h jusqu'au 1^{er} septembre au kiosque d'information touristique de la Fourche. Prix: adulte 3 \$. Info: 983-6757.

❖ Le calendrier du Centre Fort Whyte (1961, Chemin McCreary) pour la semaine débutant le 26 août comprend une **randonnée dans la nature** le 26, 30 et 31 août; une **marche axée sur les fleurs sauvages** le 27 août; un **atelier sur les petits animaux aquatiques** le 28 août et un **atelier sur l'observation d'oiseaux** le 29 août. Toutes ces activités se déroulent à 14 h. Prix: Adulte 3,50 \$, enfants et étudiants 2,50 \$. Info: 989-8355.

EN FAMILLE

❖ Le **Zoo du parc Assiniboine** invite les jeunes et les moins jeunes à prendre part à une visite guidée matinale précédée d'un petit déjeuner continental au restaurant Le Carrousel. Le prix est de 6 \$ pour les adultes et de 4,50 \$ pour les enfants. Le point de ralliement est à la porte principale du zoo à 8 h du matin tout l'été. Info: 986-6921.

❖ La dernière démonstration artisanale, sur le cardage et le filage de laine, se tiendra entre 13 h et 16 h, le 25 août au **Lieu historique national de la Maison-Riel** (330, chemin River).

❖ Le **musée de Saint-Boniface** est ouvert le dimanche de 10 h à 20 h, du lundi au jeudi de 10 h à 20 h et les vendredis et samedis de 9 h à 17 h. Info: 237-4500.

❖ Le **parc provincial de Saint-Norbert** (40, promenade Turnbull) est ouvert au public du jeudi au lundi de 10 h 30 à 17 h 30. Au programme: visites guidées de maisons de pionniers mérités et canadiens-français du 19^e siècle. Jusqu'au 2 septembre. Entrée libre. Info: 269-5377.

Sélection recueillie par
Anie CLOUTIER

Vous voulez apprendre les trucs des professionnels?

Artistes en arts visuels recherchés

Vous êtes francophone et en début de carrière dans le monde des arts visuels? Le Centre culturel franco-manitobain (CCFM)



FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES

COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

ÉCOLE DE TRADUCTION

Séance d'examen

s'adressant aux candidats et aux candidates qui désirent s'inscrire pour l'année universitaire 1996-1997.

Date: le samedi 24 août 1996

Heure: 13 h à 17 h (examen d'admission)

Lieu: salle 1147, au CUSB

N.B. Des séances d'examens peuvent se tenir dans d'autres villes canadiennes sur demande.



200, AVENUE DE LA CATHÉDRALE
SAINT-BONIFACE (MANITOBA) R2H 0H7
(204) 233-0210

vient de mettre sur pied un programme de mentorat pour des artistes qui voudraient savoir comment s'y prendre pour percer dans ce domaine.

L'agente de programmation en arts visuels, Sonia Pinaud, constate qu'un bon nombre d'artistes ne savent pas comment préparer un dossier de présentation pour réussir à obtenir des subventions ou présenter des expositions, par exemple.

«Au CCFM, on reçoit aussi beaucoup d'appels d'artistes qui veulent en savoir plus sur les droits d'auteur et les demandes de subvention.» Jugeant qu'il y avait là de nombreuses questions auxquelles il fallait répondre, le CCFM organise donc deux programmes pour les artistes cet automne.

Le premier, le programme de mentorat, s'adresse aux artistes en début de carrière. Deux ou trois artistes seront choisis et, sous la

direction du sculpteur expérimenté Marcel Gosselin, disposeront de dix mois pour compléter un projet. À la fin de cette période, les participants devraient être prêts, ou presque prêts, à exposer les œuvres réalisées au cours de cette période.

L'autre programme vise les artistes de tous âges. Il s'agit d'un séminaire dont le but est de les aider à réussir dans leurs domaines en leur donnant une formation très concrète. Comment présenter un dossier professionnel; comment communiquer avec des diffuseurs ou des organismes de soutien; comment constituer un corpus de travail: voilà certains thèmes qui seront abordés dans ces ateliers, qui toucheront aussi aux contrats, droits d'auteur, programmes de bourses, etc.

L'époque où les peintres, photographes, sculpteurs, etc., pouvaient travailler dans leur atelier et

attendre d'être découverts est terminée, indique Sonia Pinaud. «De nos jours, l'artiste est un travailleur autonome et doit se considérer comme tel» s'il veut obtenir des contrats. Elle souligne à cet effet la nécessité de créer un réseau de contacts et s'étonne de voir que les artistes en arts visuels francophones n'ont pas de regroupement. «Peut-être qu'avec de telles initiatives, ça arrivera?»

Le séminaire sera donné en deux volets, les 14 septembre et 9 novembre, et chaque participant bénéficiera par la suite d'un suivi personnalisé de deux heures. Les organisateurs peuvent accueillir jusqu'à 25 personnes (coût: 25 \$.).

Par ailleurs, les artistes intéressés au programme de mentorat doivent soumettre un dossier d'ici au 30 août. Renseignements auprès de Sonia Pinaud, au 233-8972.

Sylviane LANTHIER

Gabriel Lévesque à l'École nationale de théâtre

«Je n'avais rien à perdre»

Suivant les pas de Joël Bergeron, Robert Lemoine, Martin Lévesque et Marc Prescott, Gabriel Lévesque a quitté le Manitoba le 18 août pour aller grossir les rangs de la délégation franco-manitobaine de l'École nationale de théâtre (ÉNT).

«Ça fait déjà plusieurs qui partent d'ici pour aller à l'ÉNT, explique Gabriel Lévesque. Pendant longtemps, ça ne m'intéressait pas. Mais cette année, je me suis dit que je n'avais rien à perdre. Alors j'y vais pour un an et on verra

après si ça vaut la peine de compléter le programme de production.»

Après trois ans à titre de régisseur, d'assistant-régisseur et de menuisier au Cercle Molière et aux Chiens de Soleil, Gabriel Lévesque, 22 ans, a déjà une bonne connaissance du milieu théâtral. «Tout ce que je sais, je l'ai appris ici. Il y a des techniciens incroyables au Manitoba et je suis certain qu'on peut apprendre autant d'eux qu'à l'école.»

Selon lui, les jeunes artistes



photo: Anie Cloutier

«Chaque fois que j'ai des attentes, je suis déçu, alors je ne m'attends à rien!», lance Gabriel Lévesque.

manitobains ont plus d'occasions d'acquiescer de l'expérience professionnelle que leurs collègues québécois par exemple. «Je ne fréquentais pas le théâtre et je n'avais jamais touché à la technique avant de déménager au Manitoba il y a quatre ans. Ici, tout est très accessible», lance-t-il, contrairement au Québec où il est presque impossible pour un débutant d'obtenir un emploi dans le domaine du théâtre.

Gabriel Lévesque n'a aucune attente vis-à-vis l'ÉNT. «Chaque fois que j'ai des attentes, je suis déçu, alors je ne m'attends à rien! Et puis, je suis encore jeune, je ne sais pas si je ferai ce métier toute ma vie. Des journées de 14 heures, ça se prend bien à 20 ans mais avec une famille, on est moins intéressé de travailler à la page.»

Anie CLOUTIER

Le Journal des jeunes

À TOUS LES LECTEURS du Journal des jeunes

Le 6 septembre prochain, Le Journal des jeunes reprendra sa publication, après la parenthèse de l'été. Malheureusement, pour la première fois depuis sept ans, le journal ne sera pas encarté dans La Liberté.

Pourquoi? Parce que la Société canadienne des postes impose désormais des tarifs d'encartage que ni La Liberté ni Le Journal des jeunes ne peuvent se permettre de payer.

Ces nouvelles conditions, totalement indépendantes de notre volonté, mettent fin à une collaboration exemplaire entre deux publications indépendantes. Car Le Journal des jeunes a toujours été une publication indépendante de La Liberté, ce que beaucoup de gens ignorent.

Aujourd'hui, je tiens à remercier personnellement tous les lecteurs de La Liberté. Merci pour votre fidélité, pour vos encouragements, et pour vos réactions toujours positives au long de ces sept années.

Mais pas question de se dire adieu. Le Journal des jeunes continue sa route, accompagné par des milliers d'abonnés à travers le Canada. Comme eux, vous pouvez recevoir le journal chez vous, par la poste.

Le coût normal de l'abonnement est de 13 \$ par an (20 numéros publiés de septembre à juin). Mais en remerciement de votre fidélité, nous vous proposons un tarif spécial de 10 \$. Pour bénéficier de cette offre, il vous suffit de remplir le bulletin ci-dessous et de nous le faire parvenir accompagné du paiement.

Ne tardez pas: Le Journal des jeunes reprend sa publication début septembre.

Merci encore et, je l'espère, à bientôt!

Laurent Gimenez, éditeur

Nom: _____

Adresse: _____

Envoyez ce coupon et le paiement à l'adresse suivante:

Le Journal des jeunes
Comptoir postal Marlon
C.P. 47007, Saint-Boniface, Manitoba
R2H 3G9

Tél.: (204) 235-0248 Télécopieur: (204) 231-8631



ÉCOLE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

VERS UN EMPLOI ASSURÉ...

FORMATION GRATUITE *

° Administration des affaires
- Certificat - 1 an

° Gestion de bureau
- Certificat - 1 an

* Formation subventionnée par Ressources humaines Canada.

Communiquez avec Brigitte ou Raymonde.



200, avenue de la Cathédrale
Saint-Boniface MB R2H 0H7
(204) 233-0210 Télécopieur: (204) 237-3240

Avez-vous des problèmes de...

stress?
anxiété?
sexualité?
dépression?
relations familiales
difficiles?

MRL Counselling Services
Dr Marcel Lebrun, Ph. D.
Psychothérapie
individuelle et de couple
Pour renseignements et
rendez-vous:
453-5534



1936 - 1996

Ovil et Marguerite MALO

Les enfants d'Ovil
et Marguerite Malo
vous invitent
à un thé-rencontre
pour célébrer le
60^e anniversaire de
mariage
de leurs parents,
au manoir de Saint-Malo
de 14 h à 16 h
le dimanche 25 août 1996.

Votre présence sera
votre cadeau.

SPORT

L'Association des footballeurs francophones

Ils tirent et comptent

Le soccer, ou football pour les puristes, attise bien des passions en Amérique latine, en Afrique et en Europe. Mais au Manitoba, comme dans le reste de l'Amérique du Nord, il reste l'enfant pauvre des sports d'équipe.

Depuis près de 15 ans, un noyau de footballeurs francophones tente de faire connaître et aimer leur sport, une mission qui semble enfin sur le point de s'accomplir. «Notre camp d'entraînement en début de saison a attiré environ 47 personnes, fait remarquer le président de l'Association des footballeurs francophones (AFF), Michel Chartier. Nous avons choisi les meilleurs et les plus sérieux pour former l'équipe.»

L'AFF a existé pendant deux ans sous le nom de Mauri-Cana, un regroupement informel d'une douzaine de Franco-Manitobains et de Mauritiens qui se rencontraient pour le simple plaisir de jouer au soccer, continue-t-il. «Mais en 1983, on a perdu beaucoup de nos joueurs mauritiens alors on a décidé de former une association.» En se regroupant en association plutôt qu'en simple club de soccer, les fondateurs s'assuraient de garder le caractère français.

L'AFF a comme mandat de créer des liens entre des francophones qui autrement n'auraient pas l'occasion de se rencontrer et de parler français. «Nous regrouper en équipe nous permet de nous retrouver entre amis et de parler français, ce qui est très important



photo: Anie Cloutier

Le soccer est un sport de finesse et de stratégie que l'Association des footballeurs francophones tente de populariser.

pour nous», indique l'entraîneur et joueur à la position demi-centre, Viquens Jean-Paul.

L'Association connaît des débuts difficiles et il faut attendre 1985 et l'arrivée d'un entraîneur de France pour que l'équipe prenne un certain élan. De fait, l'année suivante l'équipe remporte le champ-

ionnat de la 4^e division de la ligue de soccer du Manitoba. «Mais notre entraîneur est retourné en France en 1988 et on a perdu beaucoup de ce qu'on avait gagné en expérience et en professionnalisme, ajoute Michel Chartier. Il y a trois ans on est devenu plus sérieux avec des entraînements plus rigoureux et cette année, on est monté en première division.»

Avec le succès viennent les impératifs financiers. Les frais de location du terrain (100 \$ par joueur par année), l'achat des uniformes (1 000 \$ pour l'équipe) et le service d'arbitres sont actuellement presque entièrement défrayés par les joueurs. «On est présentement classé dans le milieu de la ligue. Si on veut aller plus haut, il nous faut beaucoup plus de commanditaires», souligne Michel Chartier.

Selon Patrick Rey, membre de l'équipe depuis cinq ans, plusieurs défis attendent l'Association. «Premièrement, nous avons très peu de commanditaires francophones. Je crois que c'est parce que le soccer n'est pas vu comme un sport aussi important que le hockey ou le baseball.»

L'équipe a bien reçu, au cours des années, une aide financière des commerçants francophones. «On apprécie beaucoup leur aide»,

mais les sommes versées sont loin de suffire aux besoins des joueurs, déplore le footballeur Mayur Raval.

«Un deuxième problème, indique Patrick Rey, est que nous n'avons pas de terrain adéquat pour nous entraîner à Saint-Boniface.» Comme plusieurs équipes, l'AFF s'entraîne à l'école Marion, «mais ce terrain a une bouche d'égout au beau milieu ce qui peut provoquer des accidents.»

Un troisième défi attend les 18 membres de l'équipe: la formation de la relève. Comme le fait remarquer Gerald Charles, membre de l'AFF depuis quatre mois, «il faut qu'on travaille la relève pour s'assurer qu'il y ait du nouveau sang qui rentre dans l'équipe. Peut-être qu'on devrait former une équipe junior?»

Cet avis est partagé par Michel Chartier, seul membre fondateur encore dans l'équipe. «Ça fait environ deux saisons qu'on parle de mettre sur pied une deuxième équipe, mais la ligue du Manitoba est limitée dans le nombre d'arbitres et n'accepte pas pour l'instant la formation de nouvelles équipes.» Il faudra donc attendre qu'une des équipes existantes quitte la ligue pour voir apparaître une deuxième équipe de footballeurs francophones au Manitoba.

Anie CLOUTIER

RESERVE

Unique et enrichissante, la Milice, la Réserve terrestre des Forces canadiennes vous offre un revenu supplémentaire à temps partiel, en plus de vous permettre de poursuivre votre carrière civile.

En travaillant certains soirs et week-ends, vous recevrez une formation pratique tout en améliorant vos compétences professionnelles. Vous aurez aussi l'occasion de voyager.

Action! Satisfaction! Joignez-vous à la Réserve terrestre dès aujourd'hui!

Pour obtenir plus de renseignements et voir notre nouveau vidéo, rendez-nous visite ou téléphonez-nous au:

Minto Armouries
969, avenue St. Matthews
Winnipeg (Manitoba) R3G 0J7
786-4314 ou 1-800-856-8488

**COOPÉRATION
À TEMPS PARTIEL**

**FORCES
ARMÉES
CANADIENNES**
RÉGULIÈRE ET DE RÉSERVE

Canada

DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

La Division scolaire franco-manitobaine est à la recherche de personnel afin de combler les postes ci-dessous au collège Louis-Riel:

- 1,5 auxiliaire pour travailler avec des enfants en difficulté
- 1,0 auxiliaire au Centre de ressources
- 0,5 auxiliaire en programme alternatif
- 1,0 secrétaire-réceptionniste (poste temporaire)

Entrée en fonction: le plus tôt possible.

Les personnes intéressées communiqueront avec le directeur du collège Louis-Riel avant le 29 août 1996.

Monsieur Léo Robert
Collège Louis-Riel
585, rue Saint-Jean-Baptiste
Winnipeg (Manitoba) R2H 2Y2

Téléphone: (204) 237-8927
Télécopieur: (204) 235-0139

Nécrologies

Jean-Pierre Vigier (Pete)

Le jeudi 15 août 1996, au Foyer de Notre-Dame, M. Pierre Vigier de Notre-Dame-de-Lourdes est décédé paisiblement à l'âge de 81 ans.

Il laisse dans le deuil son épouse aimante Dorothee (née Augert); ses deux fils Gilbert (Rachelle) et Lucien (Lorraine), tous de Notre-Dame-de-Lourdes; ses 6 petits-enfants: Lynn, Monique, Philip, Jean-Pierre, Jean-Guy et Jean-Claude. Il laisse aussi Joe Lacroix de Portage-la-Prairie, et ses trois sœurs: Victorine Cousin, Isabelle Boileau, et Hélène Lejeune. Il a été précédé de sa fille Rose-Marie et de quatre frères: Marc, Aurèle, Adrien et Alex.

Jean-Pierre est né le 6 septembre 1914 à Cardinal, au Manitoba. Il a épousé Dorothee (née Augert) en 1945 et la famille a demeuré sur la ferme paternelle à Cardinal jusqu'en 1972, alors que Pete et Dorothee ont pris leur retraite à Notre-Dame-de-Lourdes. Pete aimait aider Dorothee avec le jardinage et les tâches ménagères. Il aimait aussi se rendre à la ferme pour donner un coup de main à ses fils. Grand "fan" de ses petits-enfants, il aimait bien les voir jouer à divers sports. Il va beaucoup manquer à tous ceux qui l'ont aimé.

Les prières ont été récitées au salon funéraire Adam's le vendredi 16 août à 19 h 30. La messe funéraire a été célébrée à l'église catholique de Notre-Dame le samedi 17 août à 13 h, présidée par le père Marcel Toupin. L'enterrement a suivi au cimetière paroissial.

Au lieu de fleurs, on peut faire un don en mémoire de M. Vigier au Centre de santé, C.P. 190, Notre-Dame-de-Lourdes (Manitoba) R0G 1M0.

La direction des funérailles a été confiée au salon funéraire Adam's de Notre-Dame-de-Lourdes, 1-204-248-2201 ou 941-9951 (de Winnipeg)

**Recyclez
ce journal.**

Salon mortuaire
Green Acresà votre service
en françaisAlain L. Rémillard
222-3241Prière
au Sacré-Cœur

*Que le Sacré-Cœur de Jésus
soit loué, adoré et glorifié à
travers le monde pour des
siècles et des siècles, Amen.*

Dites cette prière six fois par jour pendant neuf jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Cœur avec promesse de publication quand les faveurs seront obtenues. Remerciements au Sacré-Cœur pour faveur obtenue.

C.A.V.

LETTRE

La Liberté publie toutes les lettres qui lui sont adressées à condition que leur contenu ne soit pas diffamatoire et qu'elles soient signées.

La douleur qu'une personne éprouve lors de la perte d'un être cher peut lui être difficile à supporter, et souvent son plus grand réconfort se trouve auprès des personnes qui lui sont les plus proches.

Membres de longue date de cette communauté, nous avons servi des générations de familles d'ici. Notre direction ainsi que notre personnel sont également des gens d'ici. Ils comprennent les traditions si chères à notre communauté.

**LE MOMENT DE FAIRE APPEL
À CEUX QUI NOUS SONT
LES PLUS PROCHES.**

Voilà, à notre avis, ce qui nous distingue dans la qualité des services que nous fournissons.



156, rue Marion,
Saint-Boniface R2H 0T4
Téléphone : 949-4864
Télécopieur : 237-8748

À votre service

Roger Girouard
Bruno FischArthur Arpin
Irma Tetreault

Le Jour du Seigneur: le dimanche 1er septembre à 10 h à la SRC

Célébration de la rentrée à l'église Saint-Pierre-Apôtre par l'animateur Roland Leclerc et à laquelle participe des comédiens et des chanteurs.

Chronique religieuse

L'archéologie sacrée...
source de notre foi chrétienne

Un des aspects de notre vision globale de l'Eglise universelle est un aspect que nous oublions facilement — les découvertes archéologiques et les fouilles qui existent déjà dans les grands centres de foi à travers le monde tel que Rome et Jérusalem. Pour cette grande année jubilaire de l'an 2000, tous les endroits typiques où se trouvent la source même de la Chrétienté seront mis en évidence.

Le vendredi 7 juin dernier, le pape a reçu en audience privée les membres de la Commission pontificale d'archéologie sacrée, ainsi que les directeurs des cinq catacombes romaines. Toute cette profondeur historique et spirituelle dont sont revêtus les monuments à portée chrétienne est sous la tutelle de la Commission pontificale pour Biens culturels de l'Eglise, dont Mgr Francesco Marchisano est le président. Il doit se rapporter directement au Vatican afin de rendre périodiquement rapport du bien-être spirituel, culturel et financier de ces monuments.

En pensant aux cinq catacombes de Rome, lieux historiques de demeures et de cimetières de nos premiers chrétiens persécutés, on doit penser à Saint-Sébastien, Saint-Callixte, Sainte-Priscille, Sainte-Agnès et Sainte-Domitille.

Quand on parcourt ces monuments, on peut toucher avec tous les milliers de touristes la foi qui animait ces antiques communautés chrétiennes. Ceux qui ont visité Rome et ses catacombes se rappellent les nombreux symboles de l'iconographie de la foi qui se trouvent sur les murs: le poisson, symbole du Christ, l'ancre, image

Réal
LÉVÊQUE
Prêtre

de l'espérance, la colombe qui représente l'âme du croyant. Tous ces symboles nous portent à voir les mêmes signes présents dans notre nouvelle évangélisation de nos jours, mais sous d'autres formes.

Les catacombes de Rome rappellent les premiers témoignages de foi de nos premiers chrétiens. Les premiers instigateurs de ces lieux saints furent les papes eux-mêmes. Comment ne pas se rappeler le pape Zéphyrin? Il fut le premier à vouloir créer de ces catacombes sur la Via Appia pour la communauté demeurant à Rome, et confia l'œuvre au diacre Callixte. Ce dernier, devenu pape à son tour, donna son nom à ce grand ensemble romain de catacombes. Ou encore le pape Saint-Damase qui rechercha les tombes de ces martyrs pour les décorer en composant de splendides épigraphes métriques racontant les hauts faits de ces témoins de la foi.

Plus tard, les catacombes connurent un abandon suite aux invasions barbares des 5e et 6e siècles. Ces catacombes ont adopté une nouvelle vocation — celle d'être les lieux de pèlerinage, surtout au Moyen-Âge où ces lieux devinrent des endroits de grande dévotion.

Il faut attendre la fin du 16e siècle avec saint Philippe Néri et un groupe d'amis érudits qui redécouvrent les catacombes comme objet d'étude et de réflexion spirituelle. Il fallait attendre le travail archéologique d'Antonio Bosio qui localisa trente des soixante cimetières de Rome.

Depuis ce temps, un travail merveilleux continua à se faire jusqu'au siècle dernier où le pape Pie IX et l'archéologue romain Giovanni Battista de Rossi donnèrent le nom de l'Archéologie chrétienne à cette discipline. Le 6 janvier 1852, la Commission d'archéologie sacrée vit le jour. Son but premier fut la protection et la surveillance des cimetières et des antiques édifices chrétiens de Rome et de ses environs.

C'est Pie XI dans un Motu Proprio de 1925 qui définit les compétences de cette Commission sacrée d'archéologie, et les normes de cette décision firent l'objet de l'entente entre le Vatican et Rome dans son concordat avec les autorités italiennes, car le territoire du Vatican était très limité à ce temps.

Maintenant, regardons l'avenir et comment ces catacombes seront de riches lieux de prière et de pèlerinage durant l'an 2000. Cette commission travaille présentement très activement avec la Ville de Rome afin de mettre l'accent sur les visites de ces lieux qui sont les sources de notre foi chrétienne, et avec la visite des grandes basiliques de Rome, les pèlerins auront une vue d'ensemble magnifique de la chrétienté qui est à Rome et en somme, c'est cette Eglise qui anime le cœur et l'esprit de tous les baptisés.

À la douce mémoire de
nos chers parents.Tasie Lambert Ti-Gas Lambert
4 avril 1916 — 20 septembre 1913
24 août 1981 — 13 février 1995

Vos souvenirs nous rapprochent
Vous n'êtes jamais loin, mais
toujours près
Vous êtes toujours à nos côtés et
dans nos pensées
Et dans nos cœurs pour l'éternité.

Émile, Lorraine et la famille

Coût des nécrologies
30 \$ par mot sans traduction;
35 \$ par mot avec traduction;
Photo: 15 \$

Prière à
Notre-Dame-du-Cap

Pour obtenir une faveur spéciale

Ô douce Mère et puissante Reine,
humblement prosternés à vos pieds,
nous vous offrons les hommages de
notre respect et de notre affection.

Le regard tourné vers votre béni Sanctuaire, objet évident de vos prédilections, nous nous adressons à vous avec une confiance toute filiale, assurés d'obtenir cette faveur... que nous vous demandons.

Daïgnez accorder à nos corps force et santé; à nos cœurs pureté et charité; à nos âmes lumière et sainteté.

Nous le savons, votre cœur est plein de miséricorde et de tendresse; bénissez-nous donc, ô bonne mère; guérissez nos malades, soulagez nos défunts, protégez nos familles, bénissez votre pèlerinage, bénissez notre Eglise, bénissez notre cher pays.

Notre-Dame-du-Cap, Reine du Très Saint Rosaire, faites que nous vous aimions de plus en plus ici-bas, pour vous aimer éternellement au ciel avec votre Divin Fils.

Ainsi soit-il.

Cum permissu superiorum.

J.E.L.

Prière
au Sacré-Cœur

*Que le Sacré-Cœur de Jésus
soit loué, adoré et glorifié à
travers le monde pour des
siècles et des siècles, Amen.*

Dites cette prière six fois par jour pendant neuf jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Cœur avec promesse de publication quand les faveurs seront obtenues. Remerciements au Sacré-Cœur pour faveur obtenue.

J.E.L.

À VOTRE SERVICE

AVOCATS-NOTAIRES

MONK, GOODWIN

---AVOCATS ET NOTAIRES---

Me LAURENT J. ROY, c.r.
Me ANTOINE FRÉCHETTE
Me MICHEL CHARTIER

800, Édifice Centra Gas
444, avenue St. Mary
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3T1
Téléphone: (204) 956-1060
Télécopieur: (204) 957-0423

DENISET ET BOILY

Avocats et notaires

Me Pierre Deniset, B.A., LL. B.
Tél.: 987-3882

Me Jean-Paul Boily, B.A., LL. B.
Tél.: 987-3880

Me Roxroy O. O. West,
B.A., M.A., LL. B.
Tél.: 987-3884

202, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G3
Télécopieur: 233-9762

François Avanthay
LL. B.

Avocat et notaire
25-185, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
Tél.: 233-5029

Alain J. Hogue

Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan

Domaines d'expertise:

- préjudices personnels
 - demandes d'indemnité pour Autopac
 - litiges civil, familial et criminel
 - ventes de propriété; hypothèques
 - droit corporatif et commercial
 - testaments et successions
- Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600

Léo V. Teillet, B.A., LL.B.

Avocat et notaire

131, boulevard Provencher,
pièce 302
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G2

Téléphone: (204) 958-6850
Télécopieur: (204) 958-6855

LA LIBERTÉ

À nos bureaux de la Maison
franco-manitobaine
383, boul. Provencher
Centre culturel franco-manitobain
340, boul. Provencher
Marion Grocery
237, rue Bertrand
Librairie La Boutique du Livre
315, rue Kenny
Dépanneur Provencher
174, boul. Provencher

Procurez-vous un exemplaire
aux endroits suivants:

Hôpital Saint-Boniface
Boutique de souvenirs
Béatitudes
1510-B, ch. Ste-Marie
IGA Provencher
390, boul. Provencher
Librairie À la page
200, boul. Provencher
Turbo - Saint-Boniface
230, rue Marion
Pharmacie St-Pierre
Village de Saint-Pierre-Jolys

TEFFAINE, LABOSSIERE

Avocats et notaires,

Rhéal E. Teffaine, c.r.
Denis Labossière

247, boulevard Provencher,
Saint-Boniface (MB)
R2H 0G6.
Téléphone: 925-1900.
Fax: 925-1907.

TAYLOR • McCAFFREY
AVOCATS et NOTAIRES

ALAIN L. J. LAURENCELLE
400, avenue St. Mary, 9^e étage
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Tél.: 988-0304 • 1-204-957-5464 (sans frais)
Chez Hebert Insurance Agencies à Saint-
Claude, chaque mardi de 9 h à 12 h
Au Chalet de La Broquerie
chaque mercredi de 13 h 30 à 17 h 30
À la Caisse populaire de Saint-Malo,
chaque vendredi de 13 h 30 à 17 h 30

AIKINS, MACAULAY & THORVALDSON

Marc M. Monnin
J. Guy Joubert
Francis J. St-Hilaire
Avocats et notaires

360, rue Main, 30^e étage
Winnipeg (Man). R3C 4G1
Téléphone: (204) 957-0050
Télécopieur: (204) 957-0840

À la Caisse populaire de Sainte-Anne
chaque jeudi de 14 h à 16 h 30.

*Recyclez
ce journal!*

*Cet espace
est à votre
disposition!*

SERVICES



Appareils
Provencher
Appliances
APPAREILS
ÉLECTROMÉNAGERS USAGÉS

VENTE

Laveuses, sècheuses,
réfrigérateurs et poêles
avec garantie.

196, boulevard Provencher
Tél.: 233-2977 Fax: 231-1921



CADEAUX,
LIVRES
ET CARTES
SPIRITUELS

1510-B, chemin Sainte-Marie
254-5018



SÈCURE ÂGE INC.
SERVICES À DOMICILE / HOME SERVICES

Qualité de vie pour les aîné(e)s
Paul Filteau-Gobeil, Directeur
(204) 231-4434

- Soins personnels
- Soins des pieds
- Entretien domestique
- Entretien maison et cour
- Coiffure à domicile



- MONUMENTS
- PLAQUES EN GRANITE OU BRONZE
- INSCRIPTIONS

L'ART COMMEMORATIF
PERSONNALISÉ

405, avenue Bertrand
233-7864

«Au service des Franco-
Manitobains depuis 1910...»

Ménard service d'aliments

Variété d'aliments froids

Nos spécialités:

mariages, funérailles et réceptions
Pierrette Ménard 878-2472



MARTIN JOYAL
CMD, D.Ac

Médecine chinoise
herbes - acupuncture

492, rue Main
Winnipeg (Manitoba) R3B 1B7
Tél.: (204) 957-7087

LA LIBERTÉ

*Vous avez des
événements à
signaler?*

*Composez le
237-4823 ou le
1-800-523-3355.*

COMPTABLES AGRÉÉS

Couture
Forest
Cadieux
Coopers
& Lybrand

comptables agréés
consultants en affaires

Offrant une gamme complète de services
professionnels aux particuliers et aux entreprises

2300, édifice Richardson, 1, place Lombard
Winnipeg (Manitoba) R3B 0X6
Téléphone: (204) 956-0550
Télécopieur: (204) 944-1020

Associés

André G. Couture, c.a.
Raymond A. Cadieux, c.a.
Gérard H. Rodrigue, c.a.

Expert-conseil Gabriel J. Forest, f.c.a.

Le savoir-faire
en affaires

OPTOMÉTRISTES

D^r Denis R. Champagne

Optométriste

Sur rendez-vous seulement
212, avenue Regent ouest
224-2254
2090, avenue Corydon
889-7408

D^r Keith Mondésir

Optométriste

- Examen de la vue
- Lunettes ajustées
- Verres de contact

201-1555, chemin St-Mary's
Saint-Vital
Pour un rendez-vous,
composez le 255-2459.

ASSUREURS

Agence d'Assurance
AURÉLE DESAULNIERS

(1987)

*Pour tout service
d'assurance!*

Joel Desaulniers
Janet Sabourin-Gatin
Donald Normandeau
Brigitte Normandeau
390-B, boulevard Provencher
Téléphone: 233-4051

autopac

*Encouragez nos
annonceurs!*

LA LIBERTÉ

Avis aux annonceurs

Toutes les annonces (réservations et matériel) doivent être parvenues à nos bureaux au plus tard le **lundi à midi** pour parution le vendredi de la même semaine.

La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Pour les petites annonces, l'heure de tombée est le lundi à 17 h (par écrit et payées d'avance).

Merci de votre collaboration.

Téléphone: 237-4823 ou 1-800-523-3355
Télécopieur: 231-1998

Abonnez-vous

LA LIBERTÉ

Visa & MasterCard acceptées

Options offertes

Écrivez votre chèque ou mandat
de poste au nom de La Liberté.
Adressez votre enveloppe à:
La Liberté
C.P. 190

Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

	Au Manitoba	Ailleurs au Canada	Aux É.-U. et outre-mer
1 an	28, 50 \$ <input type="checkbox"/>	32,10 \$ <input type="checkbox"/>	70 \$ <input type="checkbox"/>
2 ans	51,30 \$ <input type="checkbox"/>	58,85 \$ <input type="checkbox"/>	125 \$ <input type="checkbox"/>

Nom: _____

Adresse: _____



Vous déménagez?

Si c'est le cas, veuillez nous en informer sans tarder
afin de ne manquer aucun de nos articles.